



HAL
open science

Du toit au soi : la reconstruction personnelle après une catastrophe

Camille Bordes

► **To cite this version:**

Camille Bordes. Du toit au soi : la reconstruction personnelle après une catastrophe. Architecture, aménagement de l'espace. 2021. dumas-03230190

HAL Id: dumas-03230190

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03230190>

Submitted on 19 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

DU TOIT AU SOL



La reconstruction personnelle après une catastrophe

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Camille Bordes

Séminaire : Bien vivre

Sous la direction de Virginie Meunier et Christian Marenne - Année 2021

Photo de couverture : Effondrement d'un immeuble au Bangladesh (Munir uz ZAMAN - AFP)


REMERCIEMENTS

Avant de commencer, je tiens à remercier mes encadrants de mémoire, Virginie Meunier et Christian Marenne, pour leurs précieux conseils, leur patience et leur pédagogie.

Je souhaite également remercier Ghita Elyassa, pour la motivation qu'elle a su me donner.

Merci à ma famille, pour leur soutien et pour avoir cru en mes capacités.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Mort publique

*Les bancs s'accroupissent en silence
sur les pavés tièdes une tâche de sang s'endort
mes yeux sur les tiens
éteints*

*Trop de place soudain aux alentours du mois de juin
la vie s'éternise en vain*

Par la fissure de mes mots.





SOMMAIRE

Introduction	p. 1
I. La gestion de la catastrophe	p. 5
<i>I.1. Les acteurs de l'humanitaire</i>	<i>p. 5</i>
<i>I.2. Les objectifs de l'intervention après la catastrophe</i>	<i>p. 9</i>
II. Du toit au soi	p. 19
<i>II.1. Le soi pendant la catastrophe</i>	<i>p. 19</i>
II.1.1 Le choc : lorsque la catastrophe survient	p. 19
II.1.2 L'espoir : l'arrivée des secouristes et des acteurs de l'urgence	p. 29
<i>II.2. Le soi après la catastrophe</i>	<i>p. 35</i>
II.2.1 La mise en place du logement d'urgence	p. 35
II.2.2 La reconstruction de la ville et de ses infrastructures	p. 47
<i>II.3. Le soi pendant la reconstruction du toit</i>	<i>p. 53</i>
II.3.1 La participation personnelle et collective	p. 53
II.3.2 La reconstruction du toit	p. 59
III. La vie après la catastrophe	p. 69
<i>III.1. Mémoire et oubli : le changement des mentalités après une catastrophe</i>	<i>p. 69</i>
<i>III.2 Apprendre des catastrophes naturelles et les comprendre</i>	<i>p. 75</i>
Conclusion	p. 81
Glossaire	p. 87
Bibliographie	p. 89

INTRODUCTION

Chaque année, 1 000 000 de tremblements de terre se produisent, détruisant des dizaines de milliers de constructions qui poussent des milliers, voire des millions, de personnes à la rue comme avec le tremblement de terre à Haïti en 2010 qui laissa un bilan de 1.3 million de personnes sans-abris. Ces catastrophes climatiques sont en pleine expansion du fait du réchauffement climatique. Que ce soit les tremblements de terre, les tsunamis, les cyclones ou autres aléas naturels, ils touchent énormément de populations et causent principalement des dégâts majeurs chez les populations pauvres, vulnérables et avec peu de moyens de réponse. Le manque de connaissances techniques et technologiques fait souvent défaut à ces populations qui n'ont pas les moyens de réagir facilement ou efficacement après une catastrophe. Souvent prise en charge par les acteurs locaux, l'urgence des tous premiers moments est de rechercher les sinistrés, rétablir les moyens de communication et les voies d'approvisionnement, conditions nécessaires au déploiement des secours. Ces derniers peuvent être des médecins, des ingénieurs, des architectes, des bénévoles ou des locaux cherchant à être acteur de la reconstruction de leur vie.

Après une catastrophe naturelle, les secours extérieurs, les spécialistes de l'aide humanitaire interviennent au sujet du problème le plus urgent, le relogement des populations. Comment se passent ces interventions dites de l'urgence ? Souvent il s'agit d'envoyer des équipes de premières assistances afin d'évaluer les dommages, d'apporter du matériel pour la reconstruction, d'acheminer des abris ou des provisions. Une fois les dommages évalués, les équipes se mettent en action et interviennent de manière plus visible avec la création d'abris, l'aide aux victimes, l'appel aux dons, la formation des locaux pour qu'ils puissent s'impliquer mais aussi pour qu'ils puissent faire face à de nouvelles catastrophes dans le futur. Cela se fait via des solutions provisoires telles que des tentes qui seront distribuées, des abris temporaires qui seront fabriqués sur place tels que la Paper Log House de Shigeru Ban ou l'acheminement de logements d'urgence standards directement sur le site pour reloger les populations en masse. Les hommes se sont majoritairement sédentarisés depuis des siècles et l'abri leur est devenu nécessaire pour rythmer leurs activités telles que stocker de la nourriture, cuisiner, dormir, créer des liens sociaux. L'abri est un facteur essentiel de la qualité de vie. Il attribue à chacun une place dans la société, la dignité au sein de sa communauté, le pouvoir d'échanger des idées et des biens.

Ces catastrophes détruisent également des établissements scolaires, des lieux de cultes, de loisirs ou d'organisation politique, tout autant de bâtiments nécessaires au fonctionnement d'une ville et à la bonne vie de ses habitants. La notion d'urbanisme d'urgence émerge à cet instant, il faut pouvoir fournir aux habitants des lieux de regroupements et de vie communes afin qu'ils retrouvent leur place et leur façon de vivre. La mission d'intervention vise à associer l'expertise technique des équipes d'urbanistes à la connaissance de terrain et aux idées des représentants des communautés concernées. L'objectif est de définir les projets de reconstruction, d'aménagement et de développement les mieux adaptés aux besoins des quartiers et de leurs habitants. Il faut alors identifier les besoins prioritaires des habitants et les véritables enjeux liés

à la construction ou à la reconstruction et au développement. L'appui des populations locales est très important, à la fois synonyme de connaissances des traditions, des habitudes et des maîtrises techniques, elles sont un véritable atout dans l'urbanisme d'urgence.

Au vu de la fréquence grandissante des catastrophes naturelles, il faut être capable de développer des outils qui protègent la population dans la durée, de manière compréhensible et adaptable pour tous. Bien souvent, dans les pays en développement ou sous-développés, peu ou aucun outil de planification n'existe. De manière générale, les espaces urbanisés de manière spontanée sont les plus soumis aux risques environnementaux. Cet urbanisme d'urgence permet donc de créer de nouvelles réglementations et de nouvelles manières de planifier et d'étendre la ville en tenant compte des risques environnementaux et des besoins de chacun.

Il ne s'agit pas seulement de lancer des programmes de reconstruction dans l'urgence ou la rapidité mais de limiter les risques futurs et de s'assurer que les familles relogées auront le nécessaire pour se reconstruire en tant qu'individu avec un cadre adapté à leur propre développement. C'est à ce moment que les connaissances locales, l'échange et le partage avec les populations locales ont toute leur importance, cela permet de fonder les projets sur des connaissances et des modes d'organisation locaux. Car si l'on reconstruit sans impliquer les locaux, ils se retrouveront à nouveau démunis, face à des projets auxquels ils n'ont pas participé et auxquels ils n'ont pas pu apporter leur savoir et faire entendre leurs besoins. Chaque population se distingue de par son organisation sociétale et sa façon de vivre ou d'habiter un logement est foncièrement différente en fonction du pays (ex: Japon et Haïti) et des traditions. L'importance de l'implication des populations locales prend alors tout son sens. Par ailleurs, le fait de les impliquer permet donner un sentiment de fierté et d'appartenance à une cause, cela les rend acteur de la reconstruction de leur ville, de leur maison, de leur vie.

Le but est de permettre aux habitants de retrouver une stabilité, un retour à la normale. Cela peut passer par la reconstruction de bateaux pour permettre aux pêcheurs de continuer d'exercer leur métier comme avec l'intervention des architectes de l'urgence après un tremblement de terre en Indonésie en 2005. Ces projets permettent aux habitants de retrouver espoir, de partager leurs savoirs mais aussi d'en recevoir et de s'impliquer dans la reconstruction de leur vie. Les catastrophes n'abîment pas seulement les bâtiments, elles abîment également les individus. Nombre d'entre eux se retrouvent sans rien après le passage de la catastrophe et ils trouveront du réconfort et de la force auprès d'autres personnes. Des groupes de rescapés se mettent en place dans l'idée de surmonter ce qu'il vient de se passer à plusieurs, en créant des communautés de survies. Nous verrons tout au long de ce mémoire à quel point les populations sinistrées font preuve de résilience et de force pour aller de l'avant et ne pas rester à l'état de victime. Se relever personnellement passe également par le fait de retrouver une certaine familiarité, que ce soit par le biais d'une maison, d'un foyer, d'un lieu qu'ils chérissaient. Après une catastrophe, l'importance des liens sociaux, des liens familiaux et d'un sentiment d'appartenance à une communauté sont extrê-

mement importants pour pouvoir se remettre. Tout cela passe par la reconstruction du toit, élément qui nous permet de nous développer en tant que personne et de tisser des liens avec les autres.

Ainsi, nous pouvons nous demander comment les populations vivent et subissent la catastrophe naturelle. Ils doivent faire face à l'inconnu, apprendre à vivre différemment pour un temps provisoire mais qui peut s'étendre sur des années comme avec le cas du séisme à Haïti. Leurs maisons, souvent partiellement détruites ou entièrement détruites ne sont plus habitables pendant une durée indéterminée. Il faut alors vivre dans des logements d'urgence, se les approprier afin de retrouver un semblant de « chez-soi » et se retrouver soi-même par la même occasion. La maison est souvent le cœur de la famille et elle permet de se construire en tant que personne.

De cette manière, il est intéressant de traiter des problèmes que causent les catastrophes naturelles via le prisme de la psychologie de la reconstruction personnelle au travers de la reconstruction architecturale. Nous pouvons alors nous demander :

« Comment la reconstruction du toit permet-elle la reconstruction du soi après une catastrophe naturelle ? »

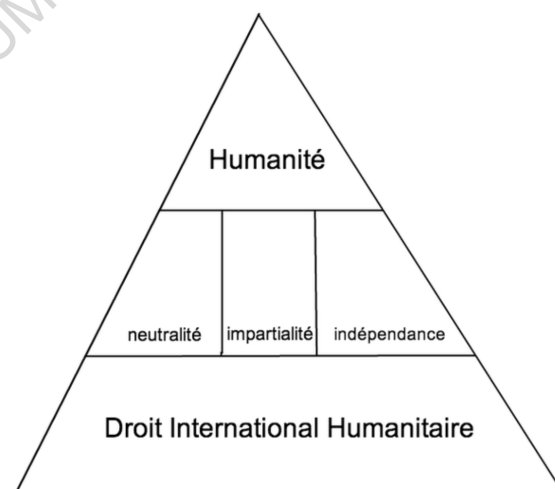


I. La gestion de la catastrophe

I.1. Les acteurs de l'humanitaire

Pendant de nombreuses années, les architectes et les urbanistes ont souvent été sous-estimés quant au rôle qu'ils pouvaient jouer dans les situations post-catastrophes et dans l'aide humanitaire. Cette aide peut prendre différentes formes : don d'argent, envoi de personnel réalisant des interventions immédiates ou futures sur place, formations des acteurs locaux, envoi de marchandises ou d'équipements de première nécessité. Elle a également diverses sources : les associations ou les organisations non gouvernementales (ONG). Elles peuvent être financées par fonds propres (cotisations, dons...) ou bien par des subventions des municipalités, des gouvernements, des organisations internationales ou tout autre type d'organisations qui a le souhait de soutenir les ONG ou de leur demander d'effectuer certaines tâches. Les acteurs qui forment ces ONG sont principalement bénévoles mais ils peuvent également être employés. Lorsqu'une mission se passe à l'étranger, la plupart des acteurs sont rémunérés et ces rémunérations sont bien souvent prises en charge par des institutions internationales (Union Européenne, agence de l'ONU...). Pour la FICR (Fédération Internationale de la Croix-Rouge), la conception de l'action humanitaire repose sur la pyramide de Dunant, l'idée est que la base de cette pyramide est le droit international humanitaire, sur lequel repose les principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance amenant pour finir le principe d'humanité. L'action humanitaire est donc formée par ces trois principes qui résument d'une certaine façon la manière de travailler de tout « personnel » humanitaire.

L'idée est de lier, de coordonner un maximum de personnes tout en mélangeant les différents acteurs puisque tout l'enjeu de l'opération humanitaire est l'entre-aide et la coopération.



PYRAMIDE DE DUNANT - 2007

Trois domaines sont particulièrement importants et représentatifs concernant l'action humanitaire : la santé, l'alimentation et le logement des populations en détresse, qui constituent ainsi des priorités afin de garantir un espace de vie sain et une sécurité humaine minimale. L'action humanitaire repose sur différents fondements : le secours porté à une population, la capacité de répondre aux situations d'urgence et la gratuité de la démarche comme mentionnée plus haut avec entre autres le bénévolat.

D'une manière générale, l'acteur humanitaire est caractérisé par l'ensemble des actions qu'il va réaliser en temps de crise, que ce soit des guerres, des famines ou dans le thème de ce mémoire, des catastrophes naturelles qui auront pour but de venir en aide à une population souffrante et vulnérable. L'engagement de cet acteur repose sur « (...) la générosité et la détermination à agir efficacement au profit des plus démunis touchés par une catastrophe et dans un contexte troublé et exigeant » (cf. Fondation des Architectes de l'Urgence). Son rôle et ses actions s'exercent au nom de la dignité de l'homme. Il se doit d'être neutre lorsqu'il intervient, dénué de tout préjugés, seulement là pour accomplir sa mission : la venue en aide à une population. Les acteurs humanitaires les plus emblématiques sont bien sûr les organisations non-gouvernementales : Médecins Sans Frontières, Médecins Du Monde, la Fédération Internationale de la Croix-Rouge, les Architectes de l'Urgence et autres. Parallèlement à ceux-ci, on retrouve souvent l'Organisation des Nations Unies qui s'est montrée de plus en plus présente dans les années 1990. Ces acteurs rencontrent bien entendu un bon nombre de difficultés. Ils se heurtent parfois aux gouvernements, leur habileté et leur légitimité à intervenir peut être remise en question puisqu'ils sont étrangers, extérieurs au pays. C'est pour cela que le « droit d'ingérence » qui a vu le jour en 1988, énonce un principe fort et simple : « la souveraineté nationale doit s'effacer dès lors que l'existence même des populations est menacée ». C'est au nom de la dignité fondamentale de l'homme, de son droit à la vie dans des conditions dignes que l'intervention des acteurs de l'humanitaire et de l'urgence se justifie.

Les ONG peuvent être séparées en deux types : premièrement celles dénommées ONG militantes, qui sont avant tout des groupes de pression politique, comme par exemple RENAF (Association franco-africaine pour la Renaissance et la Démocratie). Lors de leurs missions, elles mènent des actions de veille et d'information et deuxièmement, d'autres, dénommées organisations humanitaires qui mettent en place des programmes d'aides éducatives ou caritatives, par exemple. Il y a donc deux sortes d'organisations qui cohabitent : les organisations publiques qui regroupent des gouvernements et celles qui sont non gouvernementales (ONG). Les organisations humanitaires ont leurs propres caractéristiques dont celle de « l'intervention d'urgences ». Pendant que les autres ONG se spécialisent dans le développement, la pression politique ; les organisations humanitaires quant à elles se chargent de l'aide et interventions humanitaire (NFI (Non Food Items), nourriture, abris, santé, eau, hygiène, assainissement, éducation...). Ces organisations travaillent sur le terrain avec les associations qui peuvent être d'envergure nationale ou internationale. Les Nations Unies regroupent diverses sous agences dont le PNUD, Programme des Nations unies pour le développement qui est « principalement responsable des activités opérationnelles dans la prévention des

catastrophes naturelles et le renforcement des capacités » (1).

Ces acteurs de la reconstruction humanitaire / de l'urgence peuvent être classés en deux catégories : les architectes / urbanistes qui agissent au sein d'une ONG, comme Samuel Bonnet, chef de la construction au CICR ou ceux qui agissent personnellement ou avec leur agence tels que Shigeru Ban ou Diébédo Francis Kéré.

Lorsqu'il intervient, l'acteur doit mettre en place une approche stratégique de la population et dans la mise en œuvre de constructions compatibles avec les risques. Il se doit d'appréhender le rapport avec les populations sinistrées ainsi qu'avec les autres acteurs d'une action humanitaire tels que les états, les bailleurs et les autres associations ou organisations. Afin d'intervenir de la meilleure des manières, il se doit de structurer son intervention et d'être sensibilisé aux techniques de diagnostic et aux procédés constructifs locaux afin de ne pas mettre davantage en péril ce qu'on connut les sinistrés (façon de construire, esthétique des bâtiments découlant d'une histoire ou de traditions...). L'indépendance des acteurs est primordiale afin de conserver leur légitimité et leur efficacité. Cet acteur devient également sensibilisateur ou mobilisateur communautaire. Il se doit de penser à la prévention de risques futurs, de former les populations afin qu'elles puissent reprendre le flambeau, de la reconstruction par exemple, si nécessaire. Les premiers pas sur le terrain sont alors les plus importants, la rencontre avec la population sinistrée, l'analyse de la situation, l'établissement de plans d'actions, la hiérarchisation des priorités et des besoins.



SÉISME AU MEXIQUE, L'ARRIVÉE DES SECOURS - 2017
PHOTOGRAPHIE TIRÉE DU SITE DE LA CROIX-ROUGE BELGE



LES VICTIMES REÇOIVENT DE L'AIDE HUMANITAIRE APRÈS LE SÉISME
IFRC

(1) : extrait tiré du site internet des Nations Unies



achitèk
ijans

Sur le chantier de l'école de Savanette en Haïti, après le séisme de 2010, Architectes de l'urgence

1.2. Les objectifs de l'intervention après la catastrophe

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus préoccupantes pour les acteurs du développement et exacerbent les besoins de liens avec les agences humanitaires. On assiste en effet à une augmentation du nombre d'inondations et d'ouragans, tandis que les autres catastrophes provoquent des dégâts croissants de par l'occupation humaine des territoires. Les problématiques structurelles se font donc de plus en plus importantes. Les catastrophes ont des répercussions dramatiques sur la vie et la santé des gens. Mais elles ne menacent pas seulement la vie et le bien-être des personnes, elles déstabilisent le secteur sanitaire, provoquent des dégâts dans le milieu naturel et perturbent les systèmes économiques et sociaux.

La réponse à une catastrophe se fait principalement en phases distinctes, allant de l'humanitaire à la relance et la réhabilitation, pour aboutir à la reconstruction et à des actions de développement adaptées au nouveau contexte.

Pendant la phase d'urgence humanitaire, l'objectif est de sauver des vies, de protéger les personnes démunies et de stabiliser la situation. Il s'agit d'assurer les opérations de sauvetage, la couverture des besoins immédiats des populations (nourriture, eau potable, soins médicaux, abris, protection, etc.) et la remise en fonction temporaire des réseaux de communication, de transport et d'infrastructures publiques essentielles. Cette phase est généralement conduite par le gouvernement concerné, les agences des Nations unies, la Croix-Rouge, et les ONG (généralement les premières sur place), dont les actions sont financées par les bailleurs de fonds humanitaires, et parfois en partie sur fonds propres. C'est pendant cette phase que l'estimation des dégâts et des besoins a lieu et que la planification de la réhabilitation et de la reconstruction se met en place.

Deux dimensions fondamentales de la réponse aux catastrophes se dessinent, les objectifs et le temps :

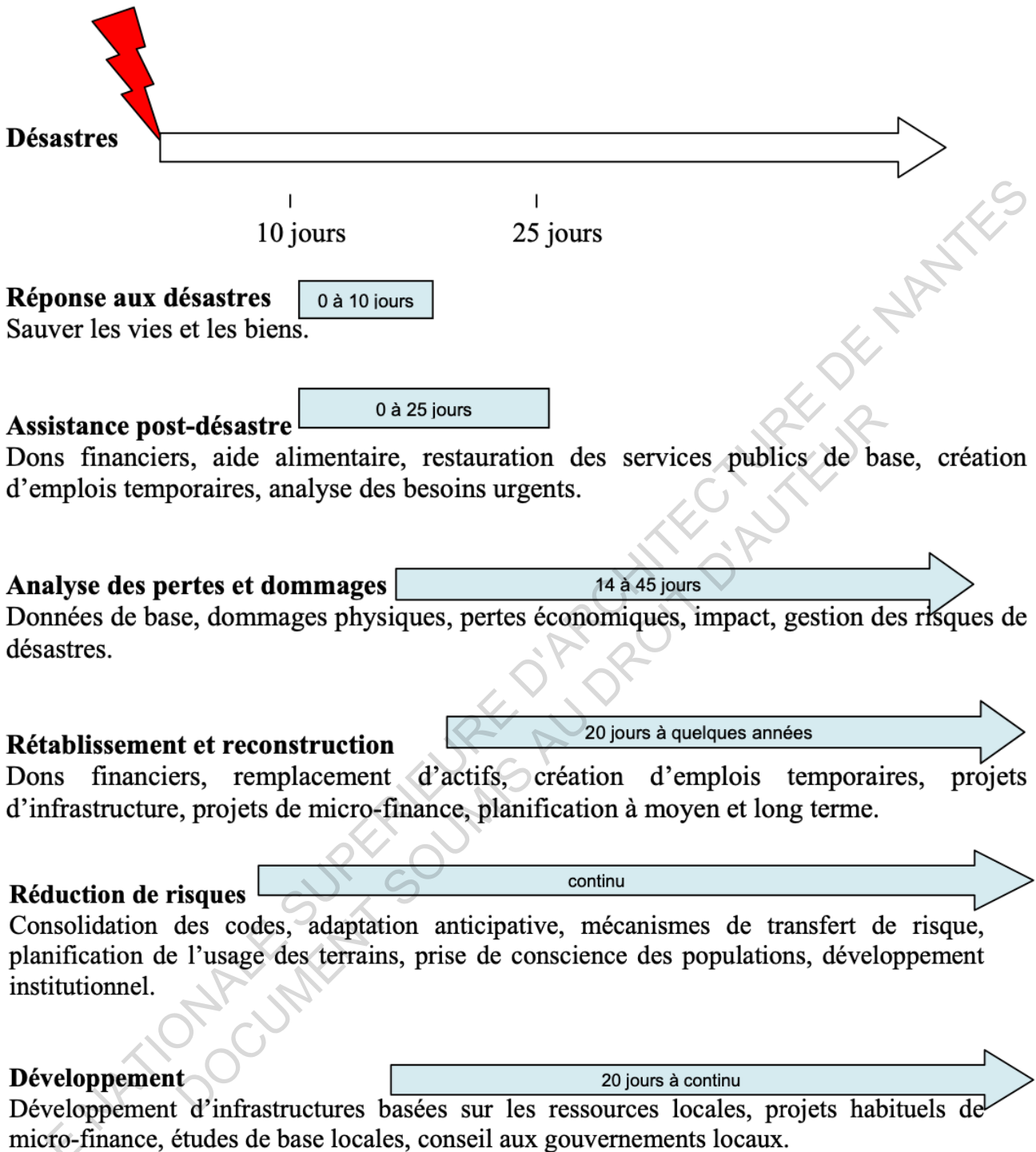


SCHÉMA DES TEMPORALITÉS D'ACTION
SOURCE : INCONNUE

En Indonésie par exemple, les autorités ont abordé leur planification de la reconstruction post-tsunami en distinguant une phase de réponse d'urgence, allant de Janvier à Mars 2005, une phase de réhabilitation, allant d'Avril 2005 à Décembre 2006 et une phase de reconstruction, allant de Juillet 2006 à Décembre 2009 (six mois de chevauchement avec la phase de réhabilitation).

Lorsqu'une catastrophe vient de se produire, les fondations, les organisations, les associations ou les professionnels directement, sont appelés pour venir au secours des lieux dévastés et en aide aux populations sinistrées. Suite à un appel d'urgence ou de leur propre initiative, les équipes partent immédiatement ou bien si la situation le permet, elles prennent le temps d'établir des plans d'actions, de comprendre la situation, de l'analyser, de voir quelle aide elles pourraient apporter. Mais bien souvent, la première intervention a lieu très rapidement après la catastrophe comme une phase « d'action / réaction ». Ce premier acte prend place sur le lieu même du désastre. Cette intervention, faite dans l'urgence pure, fait appel à de nombreuses capacités techniques et à la réactivité des architectes qui sont engagés dans ce processus d'humanitaire. Depuis bientôt trente ans, les acteurs humanitaires ont renforcé au fur et à mesure leurs capacités de préparation et de réponse aux catastrophes, ainsi que les mécanismes de coordination de l'aide internationale suite à une catastrophe. Une réforme humanitaire majeure, conduite par les Nations unies et comportant quatre piliers, a été effectuée de 2005 à 2008 afin d'améliorer la prévisibilité et l'efficacité de la réponse humanitaire internationale.

En temps dit normaux, hors urgence, les diverses associations et organisations font des appels au don, reçoivent des subventions. Mais lorsque la situation d'urgence se déclare, il faut tenter de récolter encore plus de fonds car l'intervention se fait d'une certaine manière dans l'inconnue, sans savoir combien de temps cela va durer, combien de personnes il va falloir envoyer, quels seront les coûts engendrés, etc. Il faut alors avoir une organisation plus que solide et savoir être le plus efficace possible afin de limiter les équipes envoyées, les coûts, les durées d'intervention, que ce soit pour les équipes en elles-mêmes ou pour la population à qui elles viennent en aide. Plus vite la situation est sous contrôle, plus vite les prochaines étapes peuvent débuter, les habitants relogés, les équipes envoyées sur d'autres missions. Cette première intervention est donc précaire, c'est là que tout va se jouer, dans les premiers instants.

L'intervention post-catastrophe ne peut s'effectuer sans aucune information, les architectes, organisations et autres acteurs doivent s'informer quant à la situation sur laquelle ils vont intervenir : où est le lieu de la mission, qu'est-il arrivé, quand cela s'est-il passé, quels sont les dégâts, quels sont les besoins, comment peuvent-ils apporter leur aide ? Les gouvernements ou demandeurs d'aide (ONG, associations par exemple) se mettent à préparer un appel d'urgence consolidé afin de faire état des besoins humanitaires et des stratégies de réponse.

Au vu des différentes expériences, on relève qu'il n'est pas souhaitable de penser aux interventions post-catastrophe sous la forme de « strates » successives qui seront gérées par différents acteurs indépendants les uns des autres, ayant chacun leur financement propre : ils se doivent de coopérer puisqu'ils interviennent dans la phase d'urgence, de réhabilitation ou de reconstruction. Une telle stratification ne ferait qu'entraîner une perte de temps, de moyens et d'efficacité.

Des études ont montré que les catastrophes sont toujours perçues comme une



VICTIMES D'UN SÉISME EN INDONÉSIE, 2018
ASSOCIATED PRESS / FAUZY CHANIAGO

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE
DOCUMENT SO

catégorie exceptionnelle du point de vue de la programmation des agences de développement et des états les plus exposés. Alors que le lien entre urgence, réhabilitation et développement est particulièrement important et bénéfique pour reconstituer les bases du tissu social et des services prioritaires, ainsi que pour limiter les risques de désastres (naturels ou d'origine humaine). Cela découle d'une faible priorité accordée aux réponses sur le long terme suite à des désastres. Cependant, le « re-développement » est un enjeu majeur de la reconstruction et de l'aide humanitaire. Il faut parvenir à stabiliser, puis redynamiser l'environnement socio-économique.

« Les mesures prises pendant les premières semaines ou les premiers mois après une catastrophe ont un impact majeur sur le processus de reconstruction qui suivra, et il convient de les planifier et de les mettre en œuvre en conséquence. Les choix opérés immédiatement après une catastrophe – et portant sur les abris, la réinstallation, le dégagement des débris, la distribution de l'aide, etc. – influent sur les choix subséquents en matière de solutions à plus long terme et de réduction de la vulnérabilité ». (1)

Avant même de commencer à concevoir des projets de reconstruction ou de réhabilitation, il est primordial d'établir des diagnostics de la situation afin d'avoir une vision multi-dimensionnelle du désastre. Les acteurs de l'urgence doivent se concentrer non seulement sur la partie matérielle mais englober aussi tout le contexte. Tout d'abord, une analyse plus poussée des besoins des populations et des acteurs, ainsi que des aides possibles, permettra d'augmenter l'efficacité et de diminuer le risque de retard. Si on prend l'exemple d'un séisme ou d'un tsunami, les images satellites seront d'une grande aide dans cette phase d'analyse, permettant de voir assez rapidement l'ampleur des dégâts, de hiérarchiser les interventions dans les zones suivant si elles sont plus ou moins atteintes. Cela permet également de se rendre compte des infrastructures détruites et de se lancer dans des plans de relance. Des missions de diverses ONG et de la FAU montrent que la géolocalisation et que les images satellites mises à jour en temps réel permettent de mieux situer les zones d'intervention urgentes ainsi que les risques encourus par la population. De cette manière, l'intervention peut être mieux préparée, il s'agit d'un avantage pour définir les moyens humains et matériels à mettre en place pour organiser la mise en sécurité des populations et leur relogement rapide. Suite à cette première analyse s'ensuit la phase de mission sur le terrain, confirmer les informations, les ajuster et mettre les actions adéquates en œuvre. Les infrastructures de communication, telles que les routes et les ponts, ont une importance fondamentale dans la capacité d'une région sinistrée à relancer son activité économique et sociale. Mais ces infrastructures exigent des solutions rapides d'exécution. Y répondre implique d'être assuré d'une faisabilité complète, y compris sur le volet financier, dans des délais très courts. Il faut alors mettre en place une réhabilitation d'urgence pour ces infrastructures pour garantir un gain de temps et une intervention efficace, permettant également aux populations de pouvoir à nouveau se déplacer et permettre d'acheminer le matériel nécessaire. Ces infrastructures peuvent être par la suite consolidées si c'est possible ou bien remplacées par d'autres ouvrages.

À la suite de ça, les urgentistes peuvent rentrer dans le vif du sujet et commencer à

(1) : IEG Evaluation of World Bank Assistance for Natural Disasters, 2006

SÉISME EN INDONÉSIE, 23 DÉCEMBRE 2018
AFP / SEMIAFP



UNE VUE AÉRIENNE DU VOLCAN ANAK KRAKATAU LORS D'UNE ÉRUPTION
DANS LE DÉTROIT DE SUNDA AU SUD DE LAMPUNG, INDONÉSIE, 23 DÉ-
CEMBRE 2018
REUTERS / ANTARA FOTO AGENCY


recenser les dégâts réels, effectuer des relevés souvent avec l'aide de la population qui connaît mieux son territoire. Cela permet également d'inclure les habitants dans le processus de « réparation », leur donner une utilité, une mission sur laquelle se focaliser afin de commencer à avancer. Ces analyses donnent l'occasion de savoir quelles infrastructures sont complètement détruites ou non, encore utilisables ou pas. En fonction de ces données, il est possible de quantifier le nombre de personnes à reloger d'urgence ou dans un second temps et de mettre les populations à l'abri. Il faut en premier lieu veiller à la sécurité des habitants. Il n'est pas nécessaire de reloger chaque personne, si des bâtiments sont encore viables alors il faut s'assurer qu'ils le restent, évitant ainsi une dispersion des moyens et du temps dans une action de relogement inutile. Cette phase d'expertise a pour but de donner un avis technique, réalisable par des professionnels en examinant minutieusement les bâtiments.

Les interventions massives de l'aide internationale offrent également des opportunités d'emploi à une partie de la population. Mais peu de programmes envisagent, dès la phase d'urgence post-catastrophe, la nécessité d'accompagner ou de créer des conditions favorables à une relance des activités économiques dont les effets ne sont certes pas immédiats, mais qui auront toute leur importance dans les années suivant la catastrophe. Le renforcement des capacités locales doit aussi devenir un objectif important des interventions assurant ainsi une meilleure gestion des risques d'exécution et une meilleure réponse en cas de récurrence. Il apparaît donc assez clairement que l'appréhension générale du phénomène post-catastrophe reste concentrée sur les destructions physiques et la reconstruction des infrastructures. L'expertise se trouve centrée sur les aspects techniques et néglige les problèmes institutionnels, alors que les catastrophes de grande ampleur – comme les tsunamis – entraînent d'importantes ruptures dans le système tout entier. Une expertise pluridisciplinaire est donc pertinente en termes de re-développement. Par ailleurs, le côté humain est bien trop souvent laissé en suspens dans le sens où les habitants sinistrés sont souvent très vite placés dans des logements provisoires, dits d'urgence, mais leur suivi n'est pas assuré. Bien souvent, les situations de reconstruction, de re-développement peuvent s'étendre sur plusieurs années et les camps de sinistrés se dégradent, donnant parfois naissance à des bidonvilles.

La grande diversité des situations d'urgence associée à la localisation très variable de survenue impose des moyens de réponse adaptés. Tout au long de la chaîne de réponse à l'urgence, du premier témoin qui transmet l'alerte à l'équipe spécialisée, la spécificité de chacun permet une réponse optimisée à chaque cas. La coordination est indispensable. La planification doit être adaptée à chaque contexte et prendre en compte un certain nombre de facteurs, notamment : la situation, les plans d'intervention pendant et juste après une catastrophe et les capacités du gouvernement à intervenir, la réception et la coordination de contributions nationales, régionales ou mondiales, le soutien potentiel des donateurs, l'éventualité de la venue d'une autre catastrophe et la vulnérabilité de la population. Tout cela comprend la gestion des ressources humaines et financières, l'existence de stocks d'urgence, ainsi que la mise en place

de procédures de communication, ce qui est fondamental. Cette planification peut contribuer à atténuer les effets destructeurs d'une catastrophe en assurant la fourniture rapide et efficace d'une aide humanitaire à ceux qui en ont le plus besoin. Le temps consacré à la planification de l'intervention en cas de catastrophe est du temps gagné lorsqu'une catastrophe se produit. Des retards dans la fourniture de services peuvent être la cause de souffrances inutiles pour les personnes et les populations touchées par une catastrophe et créer des contraintes supplémentaires pour les acteurs de l'urgence.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MARSEILLE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Mon île

*Je viens d'une terre entre montagne et cœurs éteints
un ciel mi-haut mi-bas
espace ouvert
où plus rien ne bat
que la béance d'une douleur
en accordéons désaccordés*

*J'ai appris à cadencer
avec l'impudence des vagues en désespoir de sens
mais je veux nager au petit matin
avec la semelle chaude de ton pied
contre le mien*

*J'ai les bras en forme d'île à sauvegarder
et des yeux de sous-marins apprivoisé*

Par la fissure de mes mots.



II. Du toit au soi

II.1. Le soi pendant la catastrophe

II.1.1 Le choc : lorsque la catastrophe survient

La sociologie des désastres, telle qu'elle s'est majoritairement développée aux États-Unis, s'est longtemps penchée sur la phase de l'urgence pour y étudier les comportements des populations soumises aux situations de crise. Les travaux de chercheurs issus de l'École de Chicago notamment (Quarantelli, 1954 ; Fritz, 1961) ont montré à partir d'importantes données que la panique, les pillages ou la passivité n'étaient pas les comportements les plus répandus en cas de désastre, mais que les survivants parvenaient au contraire à maintenir une attitude contrôlée et active pendant la phase d'urgence et de catastrophe. Dans un article devenu célèbre, Charles Fritz reconnaît aux désastres des vertus unificatrices et thérapeutiques dans la mesure où cela aurait, selon lui, tendance à générer une forte cohésion et à faire disparaître les inégalités sociales et les discriminations.

En effet, le moment de l'urgence met moins en scène la panique, la passivité ou l'incapacité à réagir que des réactions fortement structurées. Les victimes se révèlent moins vulnérables et démunies qu'on ne le pense. Elles possèdent des ressources, des compétences, des capacités. Face à la pression inattendue de l'événement, un besoin important de règles et de leadership se fait sentir. La famille, tout comme les voisins, constitue dans ce sens des unités adéquates, les compétences de chacun sont activées, fortement influencées par les rôles sociaux. Au sein de ces unités restreintes où les rôles se trouvent clairement distribués, et dans le moment précis de la catastrophe, il apparaît qu'une forme élémentaire de solidarité parvient à se mettre en place. Charles Fritz parle d'un « primary group solidarity », ce que l'on peut désigner comme une solidarité de l'entre soi, une forme d'entre-aide dans la mesure où ce n'est pas tant la taille du groupe qui compte que la connaissance que chacun a des autres membres du groupe. Cependant, cette communauté thérapeutique dont parle Fritz ou encore cette solidarité de l'entre soi, cette forme de cohésion ne s'étend toujours pas sans limite aux autres phases de l'urgence. Dans le cas du tremblement de terre à Haïti ou des coulées de boue au Venezuela, dès lors que la survie n'est plus en jeu, les inégalités et les structures sociales reprennent souvent leur place.



PREMIÈRE PAGE «EL NACIONAL», LE 4 AOÛT 1948

ANTHROPOLOGIE D'UNE

CATASTROPHE, LES COULÉES DE BOUE DE 1999 AU VÉNÉZUELA, p.85

Faire face en famille. Lors de la majorité des récits de rescapés, dans les premières heures de la catastrophe, la famille apparaît comme l'unité au sein de laquelle les premières décisions sont prises. Les personnes qui se trouvaient hors de leur habitation lors de la catastrophe vont avoir pour premier objectif de rejoindre leur foyer et d'y réunir les membres de la famille. C'est là un besoin viscéral pour les rescapés, lorsque certains parlent de la catastrophe et qu'ils n'ont pas pu retourner chez eux ou réunir le cercle familial, cela devient une obsession pendant plusieurs jours. Le but est de savoir en sécurité ou en vie ses proches, cela passe par les retrouvailles physiques ou « virtuelles », par le biais du téléphone par exemple. Mais les communications sont souvent atteintes lors de catastrophe ou les réseaux téléphoniques saturés et il devient alors presque impossible de joindre ses proches, n'en ajoutant que plus à l'angoisse déjà présente.

Lors des coulées de boue au Venezuela, Sebastian a 35 ans au moment de la catastrophe et deux fils d'une dizaine d'années. Ses parents ne vivent pas dans le pays et son groupe familial se résume donc à ses fils et à sa sœur. Il raconte qu'une voisine de sa sœur l'appelle dans la nuit du 15 au 16 décembre pour lui annoncer qu'un arbre est tombé sur la maison de sa sœur mais qu'elle est en sécurité avec un des fils de Sebastian chez un voisin. Son second fils vit avec lui et il le sait donc en sécurité à ses côtés. Ce n'est qu'après 36 heures et trois tentatives qui échouent à cause du torrent de boue que Sebastian parvient à rejoindre la maison de sa soeur. Le récit qu'il fait de ces heures est entièrement tourné vers le fait de retrouver sa soeur et son autre fils. Devant les tentatives ratées mentionnées plus haut, une de ses obsessions est de garder le contact téléphonique avec sa famille. Quand il s'arrête de pleuvoir le matin du 17 décembre, Sebastian réussit à traverser le torrent de boue à pied :

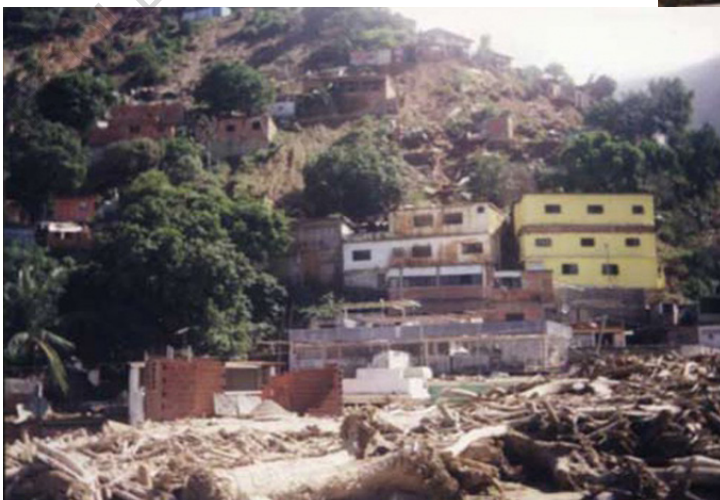
« Quand on est arrivés au fleuve, il était très violent. Le fleuve de Camuri Chico. Alors, bien sûr, mon ami et moi on va par là et les gens eux, ils venaient par ici, on était les seuls à aller en sens contraire. Et alors ils étaient tous de l'autre côté, arrêtés sur la rive du fleuve. Je sais pas, 10 ou 12 personnes qui n'osaient pas passer, des femmes, des enfants, etc. et moi j'allais avec la détermination « je dois arriver ». Alors, sans hésiter, je traverse le fleuve et je m'arrête au milieu, je cale mes pieds contre des pierres et je commence à faire passer les gens. À moitié pour les aider et aussi pour les enlever du chemin. Alors, je les fais passer, je les fais passer, je les fais passer, « merci beaucoup » et je ne sais quoi... et j'ai continué. »

Pendant ces 36 heures, Sebastian fait de son rôle de père et de frère le moteur de ses décisions, ce qui lui permet de faire face à l'extrême angoisse qui l'envahit. Il organise l'ensemble de ses actions autour de sa priorité familiale. Tous ses actes œuvrent dans ce sens. Pour un observateur extérieur, le fait d'aller à contre sens pourrait passer pour un acte irrationnel provoqué par la panique mais son récit le replace dans une succession d'actes qui le rendent rationnel. Dans son urgence personnelle il va aussi aider les autres, les plus démunis et l'on retrouve alors la pensée d'une solidarité de l'entre soi. Cette rationalité dans l'urgence et l'importance de la cellule familiale ne sont pas exceptionnelles et se retrouvent dans divers témoignages. À Karaikal Medu, à



COULÉES DE BOUE, VENEZUELA
AFP

LA VEGUITA JUSTE APRÈS LA CATASTROPHE DE 1999
RONALD, HABITANT DE LA VEGUITA



ENTRÉE DE LA VEGUITA
S. REVET

150 km au sud de Pondichéry, Coumaraswamy Chetty, pêcheur indien, arpente les rues de ce village qui compte 3 000 familles. Il est l'un des panchayat, c'est-à-dire l'un des cinq chefs de la communauté. Sa petite maison se trouvait à une trentaine de mètres de l'eau lorsqu'un tsunami a frappé.

« J'ai juste eu le temps de courir vers l'arrière du village avec mes deux enfants. (...) La mer est notre dieu, on ne peut pas lui en vouloir. »

DÉGÂTS AU BORD DU VILLAGE DE KARAIKAL MEDU, 2009
MARÉE BASSE
SOURCE : SITE SAVE OUR BEACHE



DÉBRIS LAISSÉS APRÈS LE PASSAGE DU TSUNAMI À KARAIKAL
SOURCE : SITE CDKN

Dans les quartiers construits en bord de fleuve ou de mer, la réaction la plus généralisée lorsque l'imminence du danger est identifiée et reconnue est la fuite. Il ne s'agit pas principalement d'une fuite induite par la panique. Dans les cas de panique, la fuite est majoritairement individuelle, sans consultation ou coopération avec l'entourage.

« Lorsque le tremblement a commencé, je m'apprêtais alors à rejoindre deux journalistes venus de France pour servir d'interprète lors d'une interview au centre catholique de l'université de Sophia, où nous avons rendez-vous, quand soudain le bâtiment de sept étages où est située l'aumônerie de jeunes dont j'ai la charge se mit à trembler violemment. Tous mes efforts pour contenir les livres de ma bibliothèque furent vains. Habitué pourtant aux tremblements de terre, et en dépit des consignes régulièrement rappelées de se glisser sous son bureau et d'attendre, je me précipitais dehors et me trouvais au milieu d'une foule de gens qui apparemment avaient eu le même réflexe. Les trains s'étant tous arrêtés, je dus me rendre à pied au lieu du rendez-vous situé à vingt minutes de marche. Là il me fallut attendre longtemps la venue des deux Français qui cherchaient désespérément un moyen de transport pour me rejoindre. Pendant ce laps de temps, les locaux du centre, convertis en refuge, furent vite emplis d'étudiants. Les bâtiments continuaient de tanguer dangereusement au rythme des nombreuses répliques. La télévision repassait déjà les scènes d'horreur provoquées par la vague monstrueuse du tsunami : les gens cherchant à fuir vers les hauteurs, les immenses embouteillages de voitures, les maisons emportées comme des fétus de paille, les navires projetés à l'intérieur des terres. Le décompte récent des décès a fait état de 14 898 morts et de 9 922 disparus ; 92 % des victimes sont mortes noyées, contre 6 % ensevelies sous les décombres et 2 % disparues dans les incendies. » (1)

Quelques jours plus tard, le journal Asahi, se basant sur les témoignages de survivants, a publié une série bouleversante intitulée « Plus que trente minutes ? », le temps annoncé qui devait s'écouler entre le tremblement de terre et le tsunami. Les récits de témoins sont horribles, tels celui de ces écoliers à Ishimaki, avalés littéralement par la vague géante, alors qu'encadrés par leurs professeurs ils essayaient de gagner les hauteurs, ou celui de cette famille de paysans près de la côte à 20 km du centre de Sendai, qui a pris la voiture au moment où les sirènes et les hauts parleurs appelaient à fuir. Pensant prendre un raccourci, ils furent pris au piège dans un immense embouteillage et furent happés comme les autres. Un des récits les plus tragiques est celui du maire et de son Conseil municipal dans le port de pêche de Otsushi, 10 000 habitants. Entendant le hurlement des sirènes, le maire avait convoqué d'urgence son Conseil au troisième étage de la mairie pour décider des secours éventuels. Malheureusement la vague, contre toute attente, a envahi la pièce, jugée pourtant sûre, engloutissant tout sur son passage. Seul le corps du maire fut retrouvé sous les décombres quelques jours plus tard. Tous ces récits et bien d'autres témoignent de l'horreur des événements qui ont laissé un profond traumatisme dans le cœur des survivants. Les jours suivants, le pays tout entier, en état de choc, prenait conscience d'un autre fléau : la menace d'une catastrophe nucléaire à la centrale de Fukushima. Les autorités de Tokyo, situées à 250 km, ont décidé, pour éviter la ruée dans les magasins, de rationner le riz, l'eau

(1) : Récit suite à un tremblement de terre de magnitude 9 au large de Sendai, ville située au nord-est du Honshû au Japon en 2011.

minérale et d'autres produits de première nécessité. Les coupures d'électricité, la rareté des transports rendaient la vie plus compliquée. Pourtant, comme l'ont remarqué les médias de l'étranger, il n'y eut ni panique, ni pillage; la population est restée calme et disciplinée.

Néanmoins, dans différents récits, on observe que la fuite est en fait très organisée. Elle commence souvent au moment où les éléments se déchaînent, où les eaux débordent, où les vagues apparaissent. La décision de partir est souvent prise au sein du groupe familial, avec les voisins ou par une personne faisant preuve d'une certaine autorité (un chef de village, un parent, un « ancêtre »). Au cours de cette phase, l'unité au sein de laquelle se déroule l'action n'est souvent plus la seule famille, mais un groupe élargi, constitué de voisins ou de personnes qui se connaissent. L'autorité au sein de ces groupes est assez vite captée par des leaders qui puisent leur légitimité soit dans leur bonne connaissance du terrain, soit dans leur fonction sociale ou soit encore dans une autorité ou un charisme qui parfois se révèle lors de l'urgence. Lors des coulées de boue au Venezuela, Lidia s'est réfugiée dans la cabane de son oncle, en hauteur sur une montagne. Elle raconte qu'elle n'avait pas l'habitude d'organiser les choses, mais que devant la panique de certaines personnes, elle a dû réagir.

« Mais j'ai bien dû le faire... regarde, qu'est-ce qui s'est passé (...) j'ai dû les calmer et leur dire : « Il y a pleins d'enfants ici, allez calme toi, tu les rends nerveux. ». Des jeunes femmes, des enfants, des personnes âgées apeurées... Je disais : « Nous avons des enfants petits, il faut leur donner des forces ». Et je leur disais : « Écoute, les coqs commencent à chanter, demain le jour va se lever et on va voir le soleil ». Je disais ça aux enfants parce que les enfants écoutent, c'était horrible. Ils vomissaient, pleuraient, c'était horrible je te dis. Tu voyais leur tête, ils étaient comme des morts vivants, oui. Ils attendaient, ils ne dormaient pas, ne mangeaient pas. Le matin, comme ils avaient faim, on a fait des bollitos. Ce sont des hommes qui sont arrivés et qui ont allumé le feu. »

Le récit de Lidia met en relief son besoin de remettre de l'ordre devant la détresse des enfants, des femmes. Lidia y parvient parce qu'elle est un peu plus âgée. Elle fait appel à des compétences qui lui servent à redonner à la situation extra-ordinaire un aspect un peu plus ordinaire : faire du feu, manger, parler des coqs et du lever de soleil. En s'appuyant ainsi sur des actes du quotidien, elle parvient à contrôler la situation et à calmer l'angoisse. Dans l'urgence, chacun fait donc appel à ses propres compétences acquises avant la catastrophe. Comme le montre les récits, dans les premières heures de l'urgence, l'organisation sociale n'est pas détruite mais bel et bien renforcée. Le désastre, si il provoque un chaos physique, crée dans le même temps un besoin fort d'organisation. Ce besoin provient notamment des individus les moins prédisposés à prendre les choses en main et qui dans l'urgence s'en remettent à ceux qui le peuvent. La famille et le groupe de voisins sont des unités qui, parce qu'elles régissent habituellement l'espace du proche, permettent cette organisation rapide.

La communauté de la survie. La façon dont est affronté le moment de l'urgence peut être rapprochée de ce qui est observé dans des sociétés soumises à des conditions environnementales extrêmes qui placent les problèmes de survie (recherche de nourriture, d'abri, de sécurité, etc.) au cœur de l'attention des membres. Ce moment de l'urgence, au cours duquel l'interdépendance entre les différents membres du groupe prime donne lieu à une forme de relation à l'autre que nous pouvons appeler entre-aide. C'est au sein du groupe, c'est entre soi que l'entre-aide opère. Elle n'est pas apportée par un autre : secouriste, médecin, acteurs de l'humanitaire. Contrairement aux formes plus durables et indirectes de solidarité, d'assistance ou de charité, l'entre-aide immédiate n'est pas motivée par le devoir, la morale ou les valeurs. C'est une entre-aide qui naît de la nécessité vitale et qui s'appuie sur les règles sociales et culturelles propres au groupe. Il advient alors une sorte de symbiose éphémères qui fait que la survie de chacun dépend de la cohésion du groupe. Chacun a besoin du groupe pour survivre et le groupe a besoin de chacun. Il y a alors pour un temps un « tout » composé de la communauté et qui s'est créé dans la nécessité. Cette forme de communauté devient une communauté de survie, puisqu'elle est reliée par cela. Mais pour autant, cette communauté de survie, ne doit pas être vue comme un abandon de l'intérêt personnel au profit de l'intérêt collectif mais comme une nécessité pour l'individu de s'en remettre au groupe dans le but de survivre. La communauté de l'urgence existe donc dans la situation particulière de l'urgence, elle se forme dans le besoin et avec la perspective du maintien de la vie. Elle fait appel aux compétences et aux rôles de chacun. Cette communauté de survie, qui est donc éphémère se dissoudra petit à petit pour laisser place à une autre forme d'aide. Celle des secours, des acteurs professionnels de l'urgence et de l'humanitaire.



A-Haïti, les Cayes après le passage de l'ouragan Matthew, 2010, Logal Abassi (Nations Unies)

II.1.2 L'espoir : l'arrivée des secouristes et acteurs de l'urgence

La seconde phase de l'urgence est celle des secours. C'est un moment relativement court pendant lequel les actions de sauvetage et d'évacuation des habitants hors de la zone touchée par le désastre sont mises en œuvre. Dans cette phase au cours de laquelle le danger immédiat est écarté, les autorités et les acteurs de l'urgence prennent la situation en main et c'est alors que la communauté de survie se dissout peu à peu. On croit souvent que les catastrophes naturelles soudaines causent non seulement de nombreux décès, des épidémies, des famines mais aussi une grande perturbation sociale. Or, l'observation des effets d'une catastrophe a permis de tirer des conclusions différentes, tant sur les effets de la catastrophe sur la santé que sur les modes de secours les plus efficaces. Chaque catastrophe est unique en son genre, en ce sens que la région atteinte présente des caractéristiques sociales, médicales et économiques distinctes, mais il existe entre les catastrophes des traits communs dont l'identification permettra d'améliorer les secours et l'utilisation des ressources.

Effet	Tremblements de terre	Vents violents (sans inondations)	Raz-de-marée / crues éclaircies	Inondations
Décès	Nombreux	Peux nombreux	Nombreux	Peux nombreux
Blessures graves nécessitant des soins intensifs	Très nombreuses	Moyennement nombreuses	Peux nombreuses	Peux nombreuses
Risque accru d'épidémie	Conséquence possible de toute catastrophe importante (le risque augmente proportionnellement au degré de surpeuplement et de détérioration de l'hygiène)			
Disette	Rare	Rare	Courante	Courante
	(n'est pas toujours causée par la pénurie d'aliments)			
Déplacements importants de la population	Rares	Rares	Courants	Courants
	(peuvent se produire dans des régions urbaines ayant subi d'importants dommages)			

Toute la phase des secours est caractérisée par le régime de l'urgence. Cette temporalité exceptionnelle donne lieu à une série d'actions qui sortent du cadre de l'ordinaire. Durant toute la phase de secours, l'ensemble des mesures exceptionnelles qui sont prises révèle la force du consensus qui traverse une pensée de l'urgence. Dans la construction de ce consensus, la référence à la communauté de survie qui s'est forgée pendant la première phase, vécue comme un « tout » duquel chacun dépend pour sa survie va se mettre à fonctionner à la fois comme un régime d'action et de pensée. Cette pensée de l'urgence anime la phase de secours et d'assistance. La phase d'assistance met en scène deux types d'acteurs : les victimes ou sinistrés et les acteurs de l'humanitaire (volontaires, ONG, professionnels, etc.). En apparence et dans un premier

temps, ces deux acteurs sont censés jouer des rôles clairement définis et différents. Les victimes, vulnérables et démunies sont censées se remettre difficilement du choc provoqué par le drame qu'elles viennent de vivre. L'acteur humanitaire lui, motivé par la solidarité, l'aide, a pour mission de prendre en charge les aspects matériels et parfois psychologiques de la reconstruction personnelle. Pourtant, quand on y regarde d'un peu plus près, les choses sont beaucoup plus complexes. D'une part les motivations des acteurs de l'urgence sont plurielles. Certes il y a la solidarité et la compassion comme moteur mais également différentes logiques individuelles ou institutionnelles et qui diffèrent lorsqu'on parle d'ONG, de volontaires ou de professionnels. Elles sont également soumises à l'épreuve du temps et à la rencontre avec les aspects concrets de la vie des sinistrés ainsi qu'avec les victimes elles-mêmes. D'autre part les victimes se révèlent moins vulnérables et démunies que ce que l'on pense. Elles possèdent des ressources, des compétences, des capacités. Dans les jours qui suivent la drame, les médias ont un grand rôle à jouer dans la mise en avant de ce qu'il s'est passé. C'est en partie grâce à eux que les populations seront au courant de ce qu'il s'est passé, que ce soit dans leur propre pays ou simplement en tant que spectateur dans un autre pays. Les médias pourront diffuser des images qui témoignent de l'ampleur du désastre. Ces images pourront provenir de survols organisés autour de la zone sinistrée en donnant une vision assez large mais impersonnelle de la situation. D'autres images seront filmées sur les lieux même du drame, à l'aide de caméras amateurs, par des habitants. L'impact de ces images est beaucoup plus fort. Il permet de témoigner de l'état de vie et de survie auquel font face les sinistrés.



MEMBRES DE LA CROIX-ROUGE ÉQUATORIALE ET DE L'ARMÉE ENTRAIN DE DÉBLAYER
SUITE À UN SÉISME EN ÉQUATEUR, 2016
SOURCE : REUTEURS

Dès lors une mobilisation massive se produit et dans les jours qui suivent la catastrophe, les secours organisent les refuges, dans des hangars, des écoles, des casernes et autres et redonnent de l'espoir aux victimes. Elles ne sont plus seules, elles ont un endroit où se retrouver, se recueillir et se reposer. L'aide massive est arrivée et elle est là pour eux. Suite au choc de la catastrophe, des volontaires s'organisent pour les dons de vêtements, de nourriture, de matériel, chacun cherchant à trouver sa place dans cet élan d'aide. Cela signifie également un début de retour au quotidien pour les personnes touchées, elles retrouvent des vêtements, de la dignité, de quoi réparer les bâtisses, se nourrir et laisse apercevoir un futur positif. Par exemple, en Bulgarie en 2014, l'aide humanitaire arrive et avec elle un peu d'espoir : la situation dans le camp d'Harmanli, où survivent 1 800 réfugiés s'améliore. Sa situation était dramatique : des tentes usées jusqu'à la corde et sans chauffage malgré la neige, des enfants pieds nus dans le froid, l'absence quasi complète de médicaments. L'aide arrive, MSF apporte des abris, des médicaments, du matériel médical de terrain, d'autres ONG apportent de la nourriture, des couvertures, des vêtements.

*« Beaucoup de choses ont changé. Nous recevons de l'aide et cela fait du bien »
- Rachid Djamil, habitant dans le camp.*

Quelques mois plus tard, fin janvier, des conteneurs d'acier gris sont toujours en place, mais les tentes ont disparu. Les réfugiés ont été logés dans deux bâtiments de caserne rénovés. Chaque famille dispose d'une chambre meublée avec des lits neufs, des matelas et du linge de lit. Un autre édifice se prépare à accueillir des mères seules avec des bébés. Des toilettes mobiles, qui manquaient auparavant, longent l'allée principale, et quelques nouvelles douches ont été installées. Un petit poste médical a été mis en place.

Il y a même une école improvisée par les réfugiés. On y dispense des cours d'anglais aux adultes, et de maths aux enfants. Au Vénézuéla ce sont des antibiotiques, groupes électrogènes, seringues qui sont envoyées en premier aux hôpitaux vénézuéliens en proie à de graves pénuries. Cette aide représente un grand pas en avant qui permet d'aider les plus vulnérables.

« Nous fûmes divisés en 3 équipes par les leaders improvisés du centre, une pour la distribution de vivres, une pour aider dans les abris, enfin une autre pour sortir les amas de décombres des quelques maisons restées debout. Ce dernier travail, où je fus affecté, devait se faire en lien étroit avec les survivants du lieu. Pour eux, ces décombres représentaient tout ce qui restait de leur vie et il n'était pas question de jeter quoique ce soit sans demander leur accord. »

- Olivier Chegaray concernant son aide lors du séisme et du tsunami au large de Sendai, ville située au nord-est du Honshû au Japon en 2011.

L'importance de travailler avec les habitants est centrale, cela permet de les intégrer, de leur faire comprendre ce qu'il va se passer et comment cela va se passer. Les acteurs de l'urgence et les secouristes n'ont parfois pas une légitimité entière à intervenir et ils doivent se créer une place au sein de la population. Leur aide est vitale dans le but

de se relever et d'aller de l'avant. La communauté de survie n'agit qu'un certain temps mais il faut penser au futur de manière pérenne. Leur aide vient donc consolider les premières actions qui ont déjà été mises en place par les populations.



OPÉRATION DE SAUVETAGE À BHAKTAPUR, LE 29 AVRIL 2015
© EPA



CONSULTATION MÉDICALE GRATUITE DE L'ONU DANS UN VILLAGE DU BANGLADESH
CREATIVE COMMONS UNITED NATIONS PHOTO

« Des immeubles écroulés, une montagne effondrée sur un village... tout cela est très impressionnant. Mais nous avons surtout été frappés de la qualité de l'accueil que nous a réservé une population qui est quand même sous le choc. Bien qu'ayant subi une catastrophe, les sinistrés ont tout fait pour nous aider, pour nous soutenir pendant que nous travaillions, et c'est cela qui m'a le plus impressionné. »

- Lt.-Col. Jean-Jacques Pelletier lors d'une mission de secours à Taïwan en 1999.



Séisme en Indonésie dans le quartier de Balaroa à Palu, 2018, DARREN WHITESIDE/REUTERS

II.2. Le soi après la catastrophe

II.2.1 *La mise en place du logement d'urgence, un «chez soi» temporaire*

Après une catastrophe naturelle, les spécialistes de l'aide humanitaire interviennent et mettent en place des plans d'actions afin de s'occuper des victimes. Après une première phase de recherches de survivants il faut évacuer les populations sinistrées et s'occuper d'elles. C'est bien généralement un traitement massif qui prédomine au moment de ces évacuations et dans cette situation de post-catastrophe exceptionnelle, les sinistrés perdent vite leurs caractéristiques individuelles pour former une « population de victimes », prise en charge et gérée comme telle, alors qu'elles restent avant tout des personnes. Trop souvent encore, seuls les paramètres quantitatifs sont pris en compte, au détriment d'autres critères touchant aux aspects sociaux, moins facilement évaluables. Dans l'urgence, le sujet a disparu, laissant place d'une part à la victime seule, pure, menacée, fragile face à laquelle se déploient des héros qui la sauvent et d'autre part à la masse indifférenciée des victimes qui est « gérée », évacuée, déplacée. Durant cette phase de secours, l'ensemble des mesures exceptionnelles qui sont prises mettent en avant la « pensée de l'urgence » et la force du consensus qui s'y crée. Selon cette pensée, c'est parce-que le moment est exceptionnel et que la vie est en jeu qu'il n'y a plus qu'une seule façon d'agir. Il ne peut y avoir de discussions, de dissensions possibles ou de mésententes. Ces décisions sont donc souvent prises très rapidement, les évacuations de masses entraînant alors des relogements de masses et des camps de réfugiés.

Les acteurs de l'urgence interviennent en distribuant des tentes et/ou en réalisant des abris temporaires. Dès lors, il est important d'utiliser des matériaux et des techniques constructives qui permettront d'allier simplicité et rapidité d'exécution et facilité d'entretien tout en veillant à ne pas créer de rupture avec les cultures constructives locales. Mais bien souvent, les technologies importées et donc les plus couramment utilisées ne répondent pas à ces enjeux. Il faut parvenir à une standardisation de la réponse tout en faisant en sorte qu'elle soit adaptable au lieu de mise en place. Seule la qualité d'un produit fini n'est pas suffisante, la pertinence de la réponse proposée est de mise, elle doit prendre en compte de nombreux aspects (résistance, appropriabilité, hygiène, etc.).

Ces actions de créations de logements d'urgence nécessitent une organisation très importante et il devient alors primordial de ne pas créer de nouvelles situations d'urgence comme avec des manques d'accès à l'hygiène de base, l'accès à l'eau, à des voiries. Ces logements répondent à la question du « toit » mais pas du « soi », qui est pourtant très importante pour se projeter dans l'après catastrophe. Il ne s'agit pas seulement de reconstruire un cadre bâti, mais de reconstituer les tissus sociaux

et culturels qui animent une communauté et de renforcer les liens entre celle-ci et son environnement. Il s'agit de restaurer la dignité humaine, au-delà du simple habitat. Il faut alors penser à des abris respectueux du bien-être des populations mais également respectueux de l'environnement. Lorsque les symboles communautaires et d'appartenance, tels que les habitations, sont détruits, les populations se retrouvent souvent désarmées, perdues face à l'ampleur de leur perte. Les acteurs de l'urgence se doivent alors de leur fournir un environnement sécurisant, apaisant et rassurant en attendant des solutions plus pérennes. Afin de ne pas tomber dans le relogement de masse et la déshumanisation des populations victimes il faut établir des quotas, savoir combien de personnes doivent être relogées et quels types de personnes également (personnes âgées, seules, familles...) afin de savoir le nombre d'abris nécessaire permettant alors d'adapter la réponse. Afin de gagner en temps et en efficacité, l'aide des sinistrés pour construire ou mettre en place ces logements d'urgence est cruciale. Cela permet également de limiter les coûts en termes de mains d'œuvre tout comme le fait l'emploi de ressources locales qui épargnent une logistique et un coût important. Il est également utile de savoir si toute la population a réellement besoin d'être relogée, certaines structures peuvent encore être en état et accueillir les habitants même si ces derniers veulent souvent être relogés par peur de ce qu'il vient de se passer. Il s'agit alors de les accompagner dans un processus psychologique et de leur faire prendre conscience qu'ils peuvent retourner dans leur habitat sans crainte.

Chaque catastrophe est différente, un tsunami ne ressemble pas à un séisme, les besoins vont varier d'un pays à l'autre, les possibilités de réponses et d'accès également. L'assistance en matière de relogement prend alors plusieurs visages. Le temps d'occupation de ces logements est un critère qui a une influence sur sa mise en place. Si la catastrophe arrive dans un pays aux conditions climatiques légères, faciles à vivre, de simples tentes peuvent suffire, à conditions que le temps d'occupation soit réduit, mais dans un pays extrêmement froid ou chaud, il faut apporter des solutions autres, dans un pays tropical où il y a les moussons, il faut pouvoir fournir un abri imperméable, en « dur » pour protéger ses occupants par exemple. Le temps d'occupation de ces abris est déterminé par le temps que prendra la reconstruction des infrastructures, des maisons, des bâtiments et cela jouera donc sur le type d'abris : si une reconstruction prend peu de temps des tentes sont acceptables mais si cela dure des mois, des années comme dans certains cas, il faut aussi se reconstruire en tant que personne et cela passera par un abri plus confortable, « spacieux » et qui permettra de vivre correctement de manière durable. La FAU propose différents prototypes d'abris, appelés des « shelter », qui peuvent ainsi s'adapter à l'environnement de mise en place. Cela va de l'abri en toile, à celui en bois ou avec des murs et des bases en sacs de sable ou parpaings. Avec un rapide coup d'oeil sur les matériaux locaux accessibles, un certain prototype peut être plus avantageux qu'un autre.

Ces temps de réponse et de reconstruction varient énormément d'un lieu à l'autre. Lors des coulées de boue au Venezuela en 1999, les sinistrés ont été dispersés à travers tout le pays, séparés de leur famille dans certains cas. Plus de 223 refuges ont été

installés à travers le pays pour accueillir les 120 000 réfugiés et tous prenaient des formes différentes. Ils ont également été logés dans des gymnases, dans des casernes de pompiers ou des casernes militaires, l'identité de la personne sinistrée s'efface alors en laissant place à la simple identité de victime. Ces personnes, ces victimes, sont vulnérables, démunies et sont censées se remettre difficilement du choc éprouvé suite au drame qu'elles viennent de vivre. Les acteurs humanitaires, eux, sont motivés par la solidarité et ont pour mission de prendre en charge les aspects matériels (l'abri, la reconstruction) mais également de prendre en charge les aspects psychologiques pour parvenir à cette reconstruction individuelle. Le discours qui est mis en place par la presse ou les acteurs de l'urgence s'articule autour du fait qu'il est nécessaire d'aider les victimes « à surmonter le traumatisme (1)», à « recommencer de nouveau (2)», « à retrouver le calme (...) et à faire un travail de deuil (3)» ou encore à « reconstruire leur vie et leurs identités personnelles (4)» et à « reconstruire le tissu déchiré par le désastre (5)» en s'appuyant sur des institutions telles que la famille ou l'éducation. Mais alors, il est très dur de parvenir à se sentir en sécurité, « chez soi » dans des lieux stériles et impersonnels tels que des gymnases ou des casernes. Le manque d'appartenance et d'appropriation ne permet pas un bon début de reconstruction individuelle. Par ailleurs, lorsque des dizaines voire des centaines de personnes sont entassées dans des espaces comme ceux-la, il est très compliqué de réussir à recréer un cadre de vie propice pour se relever de la catastrophe et aller de l'avant, apprendre. Une psychologue intervenant dans un refuge au Vénézuéla nous dit :

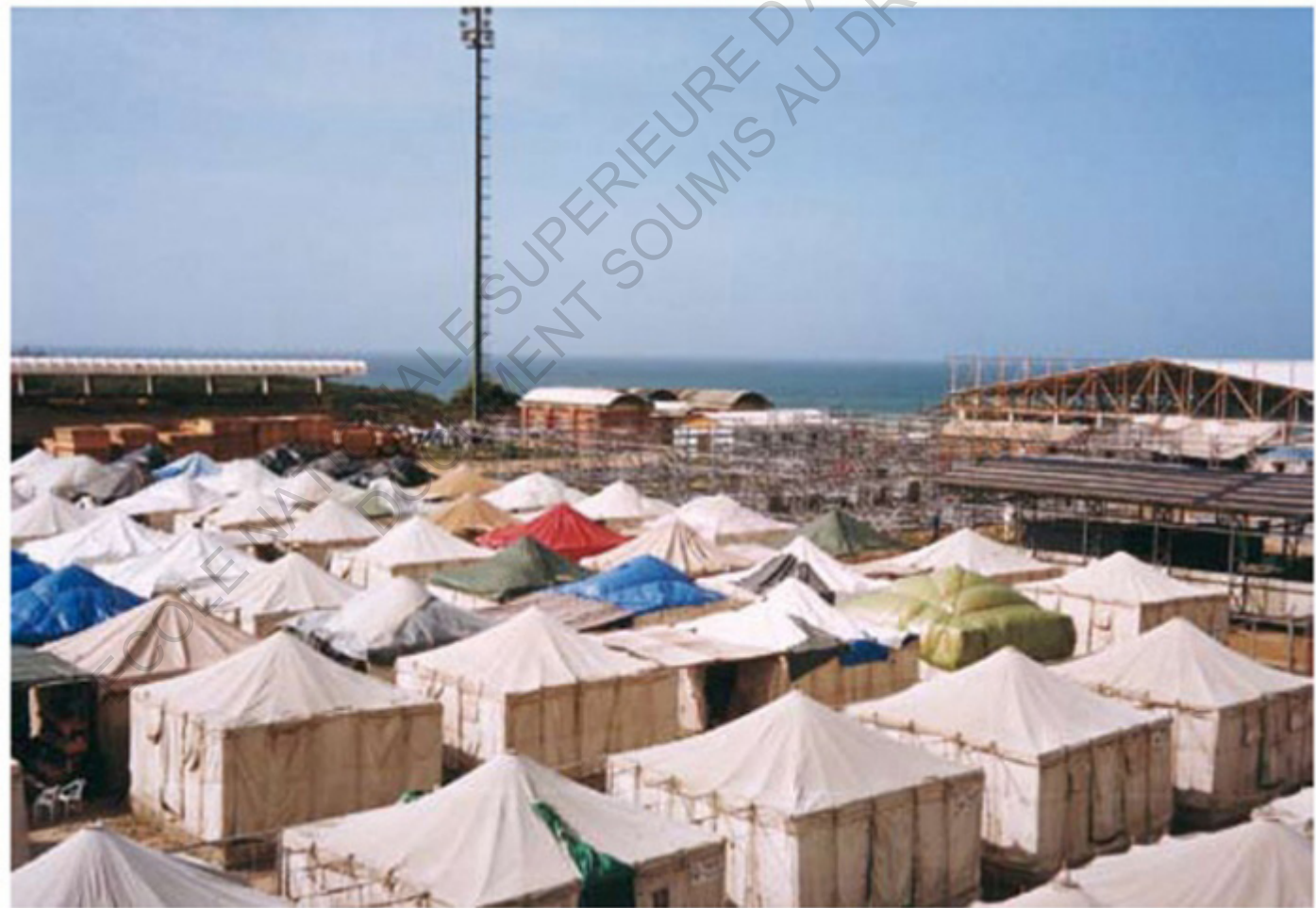
« Quand je suis parvenue à entrer (dans le centre de refuge), ce que j'y ai trouvé m'a laissé paralysée : c'était un chaos collectif. Dans la partie d'en bas, il y avait des enfants et des adolescents en état évident d'agitation qui jouaient au ballon, criaient et se jetaient des choses pendant qu'ici ou là on voyait un adulte essayant vaguement d'organiser un jeu. Sur les gradins il y avait des familles qui dormaient sur des matelas, qui parlaient, jouaient, riaient, pleuraient, mangeaient. Les gens marchaient entre les dortoirs improvisés et se passaient quasiment dessus pour se déplacer d'un lieu à l'autre. Un porte-parole muni d'un micro n'arrêtait pas de donner des ordres et de définir de normes sur l'usage des toilettes, la nourriture, la distribution de vêtements, etc. L'environnement, bien que relativement ouvert, était dense, raréfié : un mélange de bruits, d'odeurs, de mouvements, de gestes, d'expressions, d'actions sans sens clair. En deux mots (...) on respirait une angoisse flottante, mélange de toutes les angoisses réunies là, dégageées autant par les sinistrés que par les responsables de leur assistance ». (6)

(1), (2), (3), (4), (5) & (6) : *Anthropologie d'une catastrophe, Les coulées de boue de 1999 au Vénézuéla, 2007*

REFUGE DANS LA VILLE DE MAIQUETIA
S. REVET



REFUGE DE LAS CARPAS
S. REVET



PROBLEME

RAIN WATER HEAT SIZE SECURITY/PRIVACY LIGHT

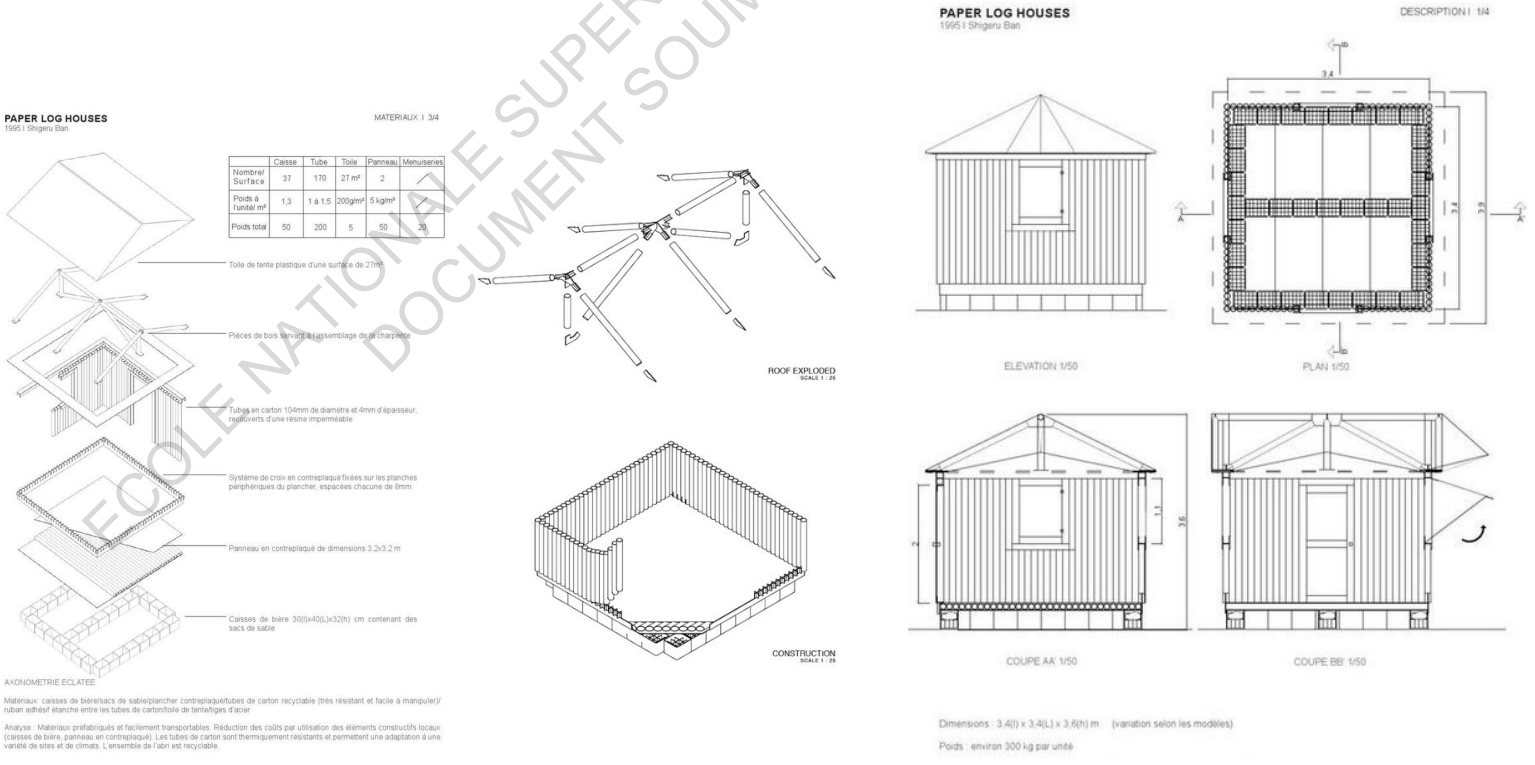
- \$
- \$\$
- \$\$\$



LES SOLUTIONS APPORTÉES AUX PROBLÈMES RENCONTRÉS EN FONCTION DE LEUR PRIX (EN HAUT)
 LA DURÉE DE VIE DES ABRIS APRÈS MODIFICATIONS ((EN BAS)
 SOURCE : MÉMOIRE DE MAGUELONNE GORIOUX

Ces situations de vie sont invivables et sans aucune intimité. Afin de pouvoir se reconstruire en tant que personne, que famille ou que communauté il faut que chacun puisse avoir accès à un logement digne de ce nom, même provisoire. C'est pourquoi d'autres solutions sont de plus en plus préférées et mises en pratique lorsque c'est possible, des habitats minimalistes et individuels ont fait leur apparition depuis plus de 20 ans. Mais ces habitats ne sont pas toujours idéalement réalisés et comportent de nombreux problèmes qui sont difficilement surmontables lorsque l'on prend en compte l'aspect financier de la réalisation de tels projets. Un graphique qui met en évidence ces problèmes a été réalisé par Éric Cesal, qui travaille pour Architecture for Humanity. Il décrit les problèmes auxquels les logements d'urgence temporaires font face : intimité, infiltration, sécurité, chaleur, taille ou lumière.

Depuis 1995 et pour répondre au séisme de Kobe au Japon, Shigeru Ban propose une nouvelle façon de créer le logement d'urgence provisoire, c'est celui de la Paper Log House. Ce logement qui a une structure en tubes de cartons est très économique et facile à mettre en place, l'architecte propose un « kit d'installation » rendant sa réalisation à la portée de tous. Les matériaux nécessaires à la fabrication de cet abri sont facilement trouvables dans tous les pays et alors facilement importables par les aides humanitaires. Ces logements sont également conçus pour être utilisables dans l'espace des gymnases, souvent utilisés pour le refuge des sinistrés. Ces prototypes ont permis de redonner aux personnes un semblant d'espace personnel et intime pendant leur durée de relogement provisoire.



PAPER LOG HOUSE PAR SHIERU BAN, SYSTÈME CONSTRUCTIF & MATÉRIAUX
SOURCE : SITE RESARCHGATE

Nous retrouvons également un autre type de logement d'urgence qui a fait son apparition lors du séisme à Haïti en 2010, le T-Shelter, « T » étant pour « Transition ». Il y en a à présent un peu partout dans le monde et leur forme varie peu. Il s'agit là aussi d'abri de transitions et censés être provisoires afin de redonner un lieu de vie personnelle aux victimes. Le T-Shelter est un mix entre la tente et la maison permanente. Ces logements transitoires sont généralement construits à l'aide de colombages de bois recouverts de tôle sur le toit et de bâches sur les côtés. Dans les meilleurs cas, les murs sont recouverts de contreplaqué peints à l'extérieur ou d'autres revêtements légers. De 2010 à 2012, les organisations humanitaires ont construit 110 000 T-Shelters à Haïti. L'Organisation Internationale pour les migrations a tenté d'imposer une norme de salubrité et de dignité pour ces abris en fixant une surface minimale de 18m² par famille, une dalle en ciment et le revêtement en contreplaqué mais ces normes ont grand mal à être respectées. Ces abris ont été conçus pour être temporaires et ils ne devaient servir que pendant 4 à 5 ans en Haïti mais ils font maintenant partie du paysage haïtien. Les experts reconnaissent maintenant qu'il aurait été plus économique de construire immédiatement de vraies maisons pérennes et cela aurait également permis de mieux inclure la population haïtienne dans la reconstruction de son pays et de sa communauté.

« Lors d'une urgence, il est souvent préférable de marcher que de courir », Yves Perrier.



T-SHELTER DE «LUXE», HAÏTI
YVES PERRIER

L'abri de transition de «luxe» inclus des murs de contreplaqué peint et un plancher béton avec une aire de 12 à 14m.ca.



HABITANTS VENANT DE RECEVOIR LEUR MAISON
YVES PERRIER



le coût moyen des T-Shelters installés en Haïti est de 4 200 \$



Le processus d'appropriation de ces espaces d'habitations transitionnels joue un grand rôle dans un semblant de retour à la normale pour les personnes. Les stratégies pour reconfigurer l'usage des T-Shelters contribuent à la création de nouvelles formes d'habitat. Toujours à Haïti, nous avons l'exemple de Ti Mafi (1), qui depuis qu'elle s'est installée dans un T-Shelter a choisi de transformer « sa maison » (selon ses dires) en un endroit plus agréable et fonctionnel pour sa famille. Elle a décidé d'enlever des panneaux de bois posés sur les murs intérieurs de la maison afin de les utiliser pour fermer l'espace d'entrée (fig. 2, C). Une fois cette tâche accomplie, elle a ensuite connecté l'espace de l'entrée maintenant fermé à la surface couverte de l'habitation. Elle a divisé cette grande surface obtenue pour créer deux chambres séparées par un rideau pour retrouver de l'intimité au sein même de la famille. Par la suite, elle a fait construire une cuisine externe, un ajout au modèle de base du T-Shelter (fig. 2, A) avec des bâches qui s'ouvrent lui permettant de faire à manger en voyant à l'intérieur de sa maison tout en ayant un œil sur le petit commerce qu'elle a fabriqué devant la maison (fig. 2, D). Ti Mafi étend donc la fonctionnalité de sa maison pour qu'elle colle un maximum à ses besoins et ses envies grâce à un travail de bricolage dont les matériaux proviennent quasiment tous du T-Shelter de base. Cette technique a permis de limiter les dépenses et de se sentir un peu plus chez soi, de s'approprier le lieu de vie qui lui est mis à disposition en le rendant unique. D'autres exemples d'appropriation que ce soit par la modification ou par la « décoration » sont visibles : construction de barrières, peinture des murs, ajout ou séparation de pièces, extension de toit pour créer des espaces ouverts et couverts.

Le T-Shelter mais également tous ces types de logements d'urgence symbolisent la transition et dont les bénéficiaires de ces projets sont appelés à « habiter » pour une période provisoire, sont transformés, ajustés et repensés dans leur physionomie et leurs usages. Les changements apportés à ces refuges par leurs habitants témoignent d'un côté de la nécessité de personnaliser son habitat et d'un autre côté de répondre à diverses exigences d'ordre esthétiques, économiques et sécuritaires. En effet, il est très important de rendre sûrs les logements d'autant plus qu'il est montré que la criminalité augmente suite à des catastrophes car les populations ne se retrouvent sans rien. L'équipe d'Architecture for Humanity a constaté qu'il était alors important de pouvoir fournir une porte de sortie annexe, souvent à l'arrière, aux occupants des logements. Ces pratiques de transformations informelles de l'espace interviennent dans la reformulation même de la catégorie transition. Décorer, modifier un nouveau lieu de vie signifie que l'on veut s'y investir, comme Ti Mafi qui y ouvre un commerce. Cela symbolise le souhait de recréer quelque chose de nouveau et d'aller de l'avant. Cela aide également les sinistrés à retrouver un confort de vie, certes minimal mais quand même présent, comme dans leur vie avant la catastrophe. Le fait de pouvoir retrouver un espace personnel et intime aide à la reconstruction personnelle de par le fait de retrouver une routine, un quotidien, un lieu de vie que l'on peut qualifier de « maison ». Cela peut être l'occasion pour des réfugiés ayant pu conserver des souvenirs de les accrocher, de les disposer dans le logement pour retrouver un sentiment de familiarité.



(1) : Article « L'habitat post-désastre entre urgence et reconstruction »

UN SITE TRANSITIONNEL EN HAÏTI APRÈS LE SÉISME DU 12 JANVIER 2010
PAR GIOVANNA SALOME

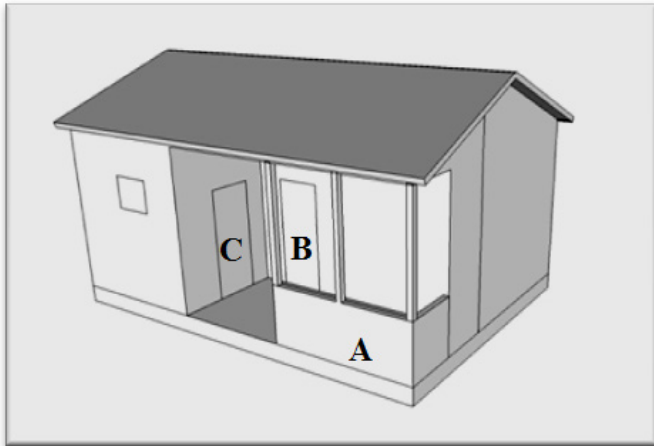


FIG. 1 : MODÈLE D'UN T-SHELTER
A : ESPACE D'ENTRÉE
B & C : ENTRÉES DU LOGEMENT

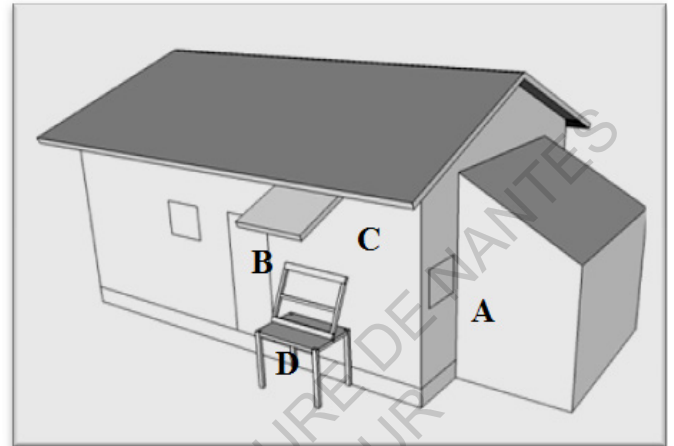
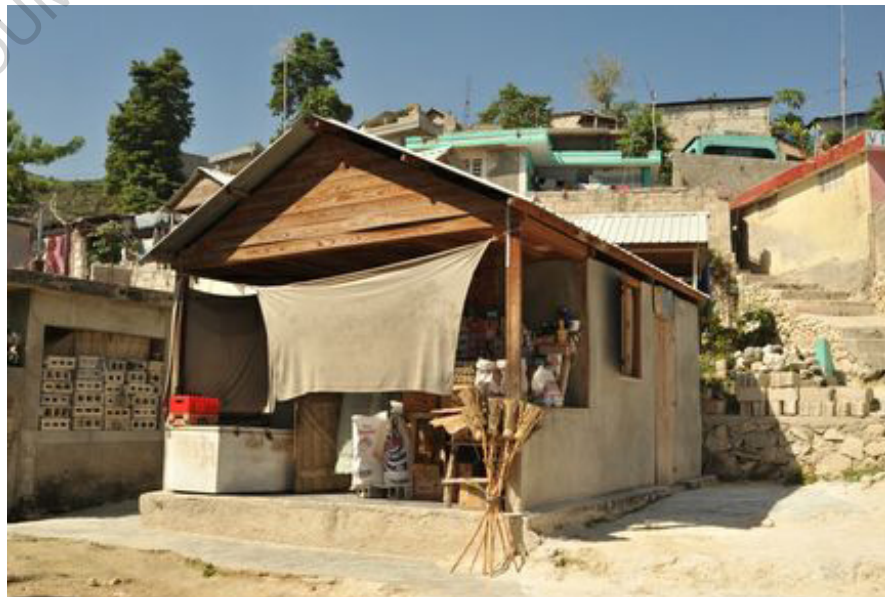


FIG. 2 : EXEMPLE DU T-SHELTER MODIFIÉ DE TI MAFI
A : CUISINE
B : PORTE D'ENTRÉE
C : ESPACE D'ENTRÉE MODIFIÉ
D : COMMERCE



APPROPRIATION ET CHANGEMENT DU TOIT DE LA PAPER LOG HOUSE POUR SUPPORTER LA CHALEUR
AFP

OCCUPATION DE L'ESPACE ET AMÉNAGEMENT
CORDAID



À LA RECHERCHE D'INTIMITÉ DANS UN T-SHELTER
CORDAID/JEAN JACQUES AUGUSTIN

Il arrive souvent que les réfugiés soient placés dans des camps ou des logements d'urgence conçus de manière provisoire mais où ils se retrouvent à rester des mois voire des années comme à Haïti. Il existe encore à travers le monde énormément de camps de réfugiés, gérés par les Nations Unies et les ONG. Le temps d'occupation des abris d'urgence et des camps augmente de plus en plus : lorsqu'en 1993, le temps d'occupation moyen était de 9 ans, en 2004 il est de 17 ans. C'est pour cela que la reconstruction des infrastructures, des routes, des villes de manière générale et des maisons est d'une importance capitale pour les réfugiés.



II.2.2 La reconstruction de la ville et de ses infrastructures

Peu anticipée et complexe, la période post-catastrophe est marquée par la participation d'un large éventail d'acteurs et le souhait commun d'un retour à un état anté-catastrophe, amenant une reconstruction bien souvent à l'identique. Cette période post-catastrophe pourrait pourtant constituer une véritable opportunité de repenser le territoire, aujourd'hui sinistré, afin de réduire sa vulnérabilité vis-à-vis d'une nouvelle catastrophe, tout en le réaménageant de manière durable et plus résiliente face à de nouveaux aléas. Cette reconstruction doit donc combiner l'urgence et la permanence. L'évaluation de la situation est donc l'occasion de faire un bilan du cadre de vie au niveau du quartier, et de la ville dans son ensemble. On cherche à savoir quelles étaient les perceptions du quartier, les problèmes vécus par les habitants. Pour favoriser un développement durable, il s'agit en effet que les gros investissements destinés à la reconstruction soient générateurs d'une amélioration du cadre de vie.

Cette évaluation peut avoir trait en premier lieu aux conditions environnementales : comment fonctionnait l'approvisionnement en eau claire, de même que l'évacuation des eaux usées ? Y avait-il une bonne gestion des déchets ? Quels étaient les problèmes de trafic : congestion, pollution de l'air, danger pour les enfants, bruit ? L'aménagement des espaces publics était-il satisfaisant : trottoirs, éclairage, mobilier urbain, etc. ? Et qu'en était-il des transports publics et des moyens de déplacement autres ? Les cheminements piétons étaient-ils suffisants ? Les pistes cyclables ? Est-ce que le quartier dispose de suffisamment d'espaces verts, de places de jeux, de terrains de sport ? Mais au-delà de ces aspects urbanistiques, est-ce que le quartier disposait d'infrastructures scolaires suffisantes, de centres de soins, d'hébergement pour les personnes âgées, de crèches, etc. ?

Il peut également être intéressant de faire relever par les habitants ce qui faisait l'attrait de leur quartier ou son identité particulière, de manière à perpétuer ces qualités : la place public comme lieu de rencontres, le café, l'église, les terrains de sport ?

Ce questionnement extensif peut paraître loin des enjeux immédiats du projet de reconstruction. Il permet cependant de fixer des priorités : quelles sont les difficultés les plus vives auxquelles il faut trouver des réponses, et quels sont les atouts majeurs pour la vie de quartier qu'il faut prioritairement reconstruire ? Ces questions permettent ainsi de définir ce qui doit être fait dans l'immédiat ou à plus long terme, et de générer un véritable programme de développement plutôt qu'un simple plan de reconstruction.

Pour aller ensuite plus en avant de la reconstruction des quartiers, des infrastructures élémentaires ou des villes de manière plus générale, il faut travailler par étape. La première consiste à créer un profil de la zone sinistrée : données cartographiques, géographiques, économiques, foncières, populations à reloger. La seconde étape permet ensuite de dresser une liste des éléments qui doivent être modifiés, sécurisés,



UN IMMEUBLE EST TROP INSTABLE ET DOIT ÊTRE DÉTRUIT EN TURQUIE APRÈS UN SÉISME EN 2020
AFP/MERT CAKIR

ECOLE NATIONALE
DOCUMENT



LES MATÉRIAUX ENCORE UTILISABLES SONT RÉCUPÉRÉS ET CONSERVÉS, COMME LES OBJETS PERSONNELS
MAXPPP - XINHUA/ZHANG KEREN

détruits, (re)construits. La dernière étape sert à établir un plan d'action par le biais d'un plan de restructuration : services économiques, services médicaux, lieux publics, quartier d'habitation, etc. L'ensemble des données récoltées permet d'agir de manière plus efficace et ciblée. Afin de réaliser ces actions de la meilleure des manières, il est nécessaire de mettre en avant les habitants, de créer des comités de concertation et de discussion, permettant de reconstruire de manière adaptée à la population. Il faut alors identifier les besoins primaires et les vrais enjeux liés à la reconstruction et au développement. Les habitants deviennent alors des acteurs actifs et à part entière de la reconstruction. Ce travail de diagnostic et de concertation entre les acteurs dits professionnels et les habitants permet d'aboutir à un plan d'aménagement cohérent. Celui-ci permet d'incarner les aspirations des habitants. L'objectif consiste à « construire bien ».

La reconstruction d'une région, d'une ville ou d'un quartier est essentielle à la suite d'une catastrophe. Elle permet aux habitants de retrouver une identité locale, une économie, un système éducatif. Cette reconstruction se décline souvent en trois étapes : la remise en état des infrastructures économiques, celles de santé et éducatives et le relogement durable des habitants tout en les formant. Les infrastructures sont donc les premiers éléments à être reconstruits, tout comme les routes et les ponts, elles vont permettre un accès aux soins et à l'éducation, deux aspects primordiaux pour une récréation saine de la société. C'est pour cela que ce sont les écoles, les hôpitaux et les commerces qui sont reconstruits en premiers. Les infrastructures de santé sont primordiales au bon développement du pays, de la ville. De plus, à la suite de catastrophes, naturelles ou non, les victimes sont souvent, comme vu plus haut, relogés en masse dans des espaces clos et non adaptés favorisant ainsi le développement de maladies et d'épidémies. Il est donc crucial de reconstruire au plus vite des infrastructures médicales (hôpitaux, cliniques, maternités...) pour prendre en charge les malades et combattre les épidémies. Suite à la catastrophe des coulées de boue au Venezuela, la capacité d'organisation et la réussite de la remise en marche de deux services de base, l'eau et l'électricité, ont fait apparaître, selon les récits des habitants, la confirmation et la consolidation d'un esprit de communauté. Hector, le président de l'association des habitants du quartier, en tire une sensation de succès et d'union :

« Tu vois, après La Tragedia, on dirait que ça nous a appris à nous qu'on devait lutter tous unis et que le combat de l'un c'est le combat de tous (...) et ça a été une des réussites les plus importantes, et ceux qui habitaient ici ont compris que si on n'atteignait pas cet objectif d'être unis avec cette tragédie, on allait avoir beaucoup de mal (...) et si on va nettoyer les chemins, on doit le faire tous, on va mettre un tuyau, on doit le mettre tous ensemble, si on va remettre l'électricité, on doit le faire tous (...) et ces objectifs ont été atteints sans l'aide du gouvernement. » (1)

La difficulté affrontée et surmontée ensemble est alors vécue comme un périple presque mythique, qui vient alimenter la construction d'une histoire commune et héroïque et permet, pendant un temps, de s'appuyer sur un sentiment d'unité et de communauté partagée.

(1) : Récit tiré du livre « Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Venezuela

Après avoir subvenu aux besoins de relogement d'urgence, les ONG peuvent se lancer dans la reconstruction de la société. Pour ce faire, il est essentiel que les habitants soient accompagnés par des architectes et des urbanistes. Mais la temporalité de travail de ces professionnels et celle des habitants ne vont parfois pas de paire. Lors des coulées de boue au Vénézuéla en 1999, certains habitants, considérant que leur habitations est toujours viable, s'y sont réinstallés sans tenir compte des plans d'aménagement et de restructuration des professionnels.

« Comme la maison était restée pratiquement entière et que la catastrophe ne me l'avait pas faite tomber, ne me l'avait pas abattue, rien de tout ça, ne ma l'avait pas cassée, (...) alors je suis revenu au bout d'environ deux mois et j'ai commencé à sortir la terre, tiens ! À sortir la terre et tout, et à nettoyer et ça et là et alors quand j'ai vu que je pouvais sauver la maison, alors je l'ai nettoyé et je l'ai arrangé, je l'ai peinte, le sol, le truc, bon et puis je l'ai de nouveau habité ! » nous dit Juan. (1)

La première logique est celle du « vivre avec ». Les retours et les reconstructions par les habitants dans les secteurs touchés par la catastrophe placent donc les professionnels devant des problèmes majeurs. D'une part, beaucoup de familles se réinstallent dans des zones qui sont déclarées « à risques » alors que le but des ONG et des professionnels est d'empêcher ces réinstallations au nom du risque encouru. Mais ces mêmes acteurs sont dans l'incapacité de répondre à la grande demande de logement. Entre la logique qui consiste à reconstruire sur les traces de la catastrophe et celle qui défend l'idée d'une reconstruction en rupture, il existe donc un écart important mais également un décalage des temporalités. Car pendant que les urbanistes, les architectes, les experts planifient, cartographient, consultent pour parvenir à un ensemble de propositions pour la reconstruction, les habitants se réinstallent, s'implantent. Quant au Vénézuéla, lorsque les professionnels ont levés le nez de leurs plans, ils ont pu constater que la population avait déjà repris possession des lieux. Le temps n'était pas passé à la même vitesse pour les uns et pour les autres. Pour ceux qui envisageaient la reconstruction comme une rupture, cet ensemble de pratiques consistant à vivre avec le risque et sur les traces de la catastrophe est perçu comme un frein à la mise en œuvre de la reconstruction. Les retours des habitants, les bricolages, les installations dans des bâtiments abîmés ne sont aux yeux des planificateurs que du désordre qui s'ajoute à celui déjà présent de la situation post-catastrophe. Chaque famille installée dans un bâtiment endommagé devient une famille à expulser puis à reloger pour assurer leur sécurité, chaque maison reconstruite sur le tracé d'un futur canal devient une maison à détruire et à indemniser. Comment expliquer aux habitants de ces maisons que leur qualité de vie et leur sûreté sera améliorée par la destruction d'un bien qu'ils viennent de reconstruire après avoir déjà tout perdu ? Cette reconstruction en rupture vise à ne pas reproduire les modèles anté-catastrophe qui sont vus comme problématique. Il s'agit alors de rompre avec les cadres préexistants et de reconstruire autrement.

Il est donc évident qu'aucun processus de reconstruction ne pourra aboutir si il ne prend pas en considération l'attachement émotionnel des personnes sinistrées, si il

(1) : Récit tiré du livre « Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Vénézuéla

ne tient pas compte de leurs contraintes financières ou si il n'est pas compatible avec la nécessité psychologique de revenir à un état stable rapidement. Il est également important de trouver un équilibre entre la restauration d'un état similaire à la situation anté-catastrophe, y compris dans ses vulnérabilités et une reconstruction qui induit des transformations pour réduire ces dernières.

Pour reconstruire de manière intelligente, il faut prendre en compte les matériaux locaux, valoriser les savoirs-faire de chacun, créer des emplois, intégrer des principes de développement durable et de prévention des risques futurs. La reconstruction est possible par le biais de partenariats entre les ONG, les instances gouvernementales et les habitants. À court terme, cette approche participative vise à contribuer au relèvement du territoire, en améliorant l'organisation et la communication. En amont de futures catastrophes, ces échanges permettront également l'élaboration d'outils et de méthodes pour anticiper l'organisation des acteurs de la reconstruction et l'intégration de la population dans les concertations.



Haiti, photo de Damon Winter, ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

II.3. Le soi pendant la reconstruction du toit

II.3.1 La participation personnelle et collective

La participation locale aux réponses humanitaires ainsi que le rôle des populations affectées est un enjeu très important dans la reconstruction post-catastrophe. Les interventions d'urgence dépendent encore trop souvent des expertises internationales car insuffisamment d'efforts et d'investissements sont mis en œuvre pour le renforcement des capacités et des compétences locales et donc, pour réduire la vulnérabilité des populations exposées à des catastrophes. La nécessité de faire participer la population sinistrée aux interventions de l'urgence et du post-urgence s'est construite dans les années 1990. D'abord apparue dans le domaine du développement international, la participation des populations intervient dans le besoin d'intégrer un savoir-faire local dans les projets. Bill Cooke et Uma Kothari en parlent dans l'ouvrage « Participation : The new tyranny ? », selon eux l'objectif des approches participatives est d'abord de placer l'individu au cœur des interventions en encourageant l'implication des bénéficiaires.

« Getting the affected families involved in creative work had a positive effect on their mental health after the loss and grief they had experienced. »
(Andrea Fitrianto, *Beyond Shelter*)

La gestion du moment de la catastrophe elle-même et du moment post-catastrophe est donc un processus multidisciplinaire qui à travers différents choix politiques locaux et d'instances internationales permet de favoriser l'engagement actif d'une population dans la réduction de sa propre vulnérabilité et dans le renforcement de son sentiment d'appartenance. Cette gestion se base sur une démarche collective fondée sur les connaissances locales et le partage des savoirs-faire. Il faut savoir reconnaître que les populations affectées ne sont pas des récepteurs passifs de l'aide humanitaire mais des acteurs responsables de leur propre survie et de leur futur, ayant des compétences, des envies, des aspirations, ce qui peut permettre l'adoption de solutions, de matériaux et techniques appropriées au contexte dans lequel le projet s'inscrit, permettant ainsi d'aboutir à des résultats pertinents et efficaces. Le fait de considérer la phase de reconstruction en tant que « processus gé(né)ré « par » les gens plutôt que seulement « pour » les gens » (2) peut favoriser l'autodétermination et l'autonomie de la population tout en renforçant sa résilience. Il existe plusieurs degrés de participation, a priori quatre selon Andréanne Martel : deux premiers qui se font en aval du projet, recevoir les bénéfices et participer ou collaborer à la mise en œuvre et deux autres qui font appels aux acteurs en amont d'un projet d'abord aux phases de consultation, ensuite au processus décisionnel (planification, implantation, évaluation).

Les différents acteurs humanitaires ont bien compris l'importance de faire participer la

population sinistrée tant pour l'aide physique qu'elle peut apporter mais également pour leur propre bien-être. Plutôt que de rester dans un état de choc et de « léthargie », le sinistré peut se remettre sur pied en retrouvant un travail (celui de l'aide qu'il apportera), lui rendant un rythme de vie, lui permettant de participer au progrès de sa communauté et à voir réellement les avancées, lui permettant d'apercevoir un futur positif. La FAU fait de sa priorité la valorisation des savoirs-faire locaux, elle met tout en œuvre pour former la population, utiliser les matériaux locaux et prend soin à intégrer les cultures, traditions et principes de construction vernaculaire pour reconstruire au mieux et lien avec la population. La formation de la population permet de s'assurer qu'elle sera en capacité de reproduire les principes constructifs, d'entretenir ce qui sera construit et de fournir un travail. Elle rend également possible une transmission de savoir entre le sachant (l'architecte, l'urbaniste, le professionnel de l'aide humanitaire) et le non-sachant (le sinistré). Afin d'assurer au mieux la formation de la population, des ateliers sont mis en place qui sont des lieux d'échanges et de partage. Ces ateliers permettent de sensibiliser les personnes quant aux risques naturels qu'ils encourent et de combattre ça par le biais de constructions aux normes. La FAU, les ONG et tout autre organisme d'aide permettent d'assister les populations dans la reconstruction et dans l'auto-construction. Le fait de travailler en collaboration avec les habitants permet de répondre au mieux à leurs besoins, leurs attentes et leurs envies. L'enthousiasme et la satisfaction pour un projet de reconstruction se font en fonction du degré de réponse aux aspirations et aux besoins des populations. Comment espérer reconstruire quelque chose de viable si il n'y a pas eu de concertation avec les bénéficiaires ? Les cultures constructives s'imprègnent ainsi d'une intelligence évoluée, de génération en génération, en fonction des caractéristiques du contexte, engendrant une multitude de typologies vernaculaires. Dans les zones affectées par des catastrophes naturelles, les cultures locales peuvent être caractérisées par des stratégies visant à réduire la vulnérabilité des personnes ou des constructions. Les populations ont renforcé leur résilience en faisant un usage maîtrisé des ressources et des matériaux disponibles localement, d'où la nécessité de la transmission de savoir entre les professionnels et les habitants. Empirique mais souvent basée sur des siècles d'expérience et d'observation, leur compréhension peut s'adapter à l'évolution du contexte contemporain et permettre d'envisager des approches de (re)constructions pertinentes.

« Les constructions vernaculaires peuvent nous apprendre comment les gens répondaient à la nécessité de bâtir des structures pour vivre et travailler sous la menace de certaines adversités. » (1)

Le concept de participation est tellement galvaudé qu'il réfère à de multiples interprétations au sein des populations. Les habitants ont également une vision du rôle qu'ils doivent jouer. La participation est comprise et réinterprétée par la population qui l'associe parfois à une contrainte en raison de la contribution demandée, des exigences et des coûts qu'elle implique. Même si le fait de participer à la reconstruction de son quartier, d'une école ou de sa maison est enrichissant pour les habitants, cette participation a aussi des points noirs : un don de temps, une force physique,

(1) : R. Langenbach, architecte et membre de l'Agence Fédérale des Situations d'Urgence aux États-Unis, Sources, Décembre 2000, concernant un séisme en Turquie en 1999

Reconstruction par les GRANDES ENTREPRISES	Reconstruction par les ORGANISMES D'AIDE	Reconstruction par les HABITANTS avec accompagnement	Reconstruction par les HABITANTS
<p>● ○ ○ ○ ● ○ ○</p> <p>grande entreprise = conception et réalisation sur mandat d'un organisme</p> <p>aucune ou très faible implication de l'habitant</p> <p>technologies importées</p> <p>difficultés futures réparations / extensions</p> <p>implantations ne considérant pas l'organisation sociale et spatiale de la communauté</p> <p>désagrégation sociale</p> <p>abandon et/ou inoccupation de la part des bénéficiaires</p>	<p>● ● ● ● ● ○ ○</p> <p>organisme = assistance technique, financière, matérielle</p> <p>degré variable d'implication / contrôle de l'habitant</p> <p>typologies et techniques proposées par un organisme ou en accord avec la population</p> <p>formation à de nouvelles techniques constructives (bâtiments modèles)</p>	<p>● ● ● ● ● ○ ○</p> <p>organisme = assistance technique, financière, matérielle, supervision à la construction</p> <p>implication active de l'habitant</p> <p>utilisation des matériaux et techniques disponibles localement</p> <p>améliorations des techniques locales</p> <p>occupation de l'habitation avant l'achèvement des travaux</p> <p>possibilité d'entretien et de réparation</p> <p>valorisation des architectures vernaculaires</p>	<p>● ● ● ○ ● ● ○</p> <p>habitant = gestion complète du processus de construction</p> <p>assistance financière sans support technique</p> <p>risque de reproduction des vulnérabilités préexistantes</p> <p>risque d'exclusion des communautés plus marginalisées</p>

degré d'implication de la population locale
 ○ satisfaction population locale
○ qualité des constructions

TYPOLOGIE DE LA CLASSIFICATION COURAMMENT UTILISÉE PAR LES AGENCES INTERNATIONALES DANS LES PROGRAMMES DE RECONSTRUCTION (1)



FORMATION DE LA POPULATION LOCALE À LA CONSTRUCTION DE MAISONS ARCHITECTES DE L'URGENCE

(1) : Schéma tiré du livre «Aléas naturels, Catastrophes et Développement local, CRAterre Éditions

une situation matrimoniale ou un réseau de soutien, soit des conditions que tous les habitants ne peuvent pas remplir.

Lorsqu'un tsunami a frappé les îles Salomon en Océanie, la FAU est intervenue pour faire une évaluation, mettre en place un plan d'action et ensuite travailler de concert avec les habitants. Pour ce faire, la FAU a décidé de mettre en place deux programmes dans le but d'aider la population locale à reconstruire d'elle-même les logements. Le premier programme servait à la formation des populations locales aux méthodes de constructions qui s'articulait autour d'ateliers. Le second programme consistait à la création d'une brochure détaillant des concepts de constructions élémentaires faites avec des schémas simples, la rendant compréhensible pour la population. De cette manière, l'avenir constructif est davantage assuré.

Une autre intervention de la FAU a pris place dans un camp de réfugiés et leur but, au-delà de la reconstruction même, était d'intervenir dans une logique de durabilité et de développement local en créant une briqueterie. Celle-ci a ainsi permis l'emploi de la population locale et de relancer un secteur d'économie qui sera favorable à la reconstruction et à la population dans le long terme. Le fait de travailler étroitement avec les habitants permet ainsi de leur donner une « utilité », de les rendre actifs dans leur société et de se revaloriser en tant que personne. Ils ne sont plus simplement réduits à leur statut de victimes, ils deviennent des atouts indispensables au fonctionnement de la communauté et de la ville. Leur légitimité est également accrue. Il est parfois compliqué pour des sinistrés de voir tout un tas d'acteurs fourmiller pour tout reconstruire sans aider et d'ensuite prendre possession de ce qui a été créé. Or, en aidant de manière active, comprenant les principes, en apprenant pour les futurs risques et pour pouvoir se débrouiller seuls par la suite, les habitants ont une légitimité à vivre et travailler dans ce qui a été construit. Il est alors essentiel de les impliquer le plus possible. Par ailleurs, grâce aux liens créés avec la communauté et la confiance qui sera instaurée par le biais des échanges de savoirs, les projets seront davantage à l'image des habitants et auront les atouts d'une construction pérenne.



UN CONTREMAÎTRE ET UN ARCHITECTE ÉCHANGENT QUANT À LA PROCÉDURE À SUIVRE
ARCHITECTES DE L'URGENCE



ATELIERS DE FORMATIONS POUR LA POPULATION LOCALE
ARCHITECTES DE L'URGENCE



Habitants indonésiens entrain de déblayer, REUTEURS / Antara Foto Agency

II.3.2 La reconstruction du toit

« Une maison réunit une famille, procure la sûreté, la sécurité, un sentiment d'être partie prenante d'un lieu d'une histoire. En travaillant avec les survivants à la restauration de ces éléments, Oxfam espère aussi aider à la restauration d'une dignité. » (1)

Lorsque survient une catastrophe naturelle, les villes et les quartiers sont touchés tant d'un point de vue physique, avec la destruction de nombreux édifices et de maisons mais également d'un point de vue psychologique, les habitants sont laissés démunis, sans rien et bien souvent sans attache et foyer. Il ne s'agit alors pas seulement de reconstruire un cadre bâti, mais de reconstituer les tissus sociaux et culturels qui animent une communauté et de renforcer les liens entre celle-ci et son environnement. Il s'agit de restaurer la dignité humaine, au-delà des seuls habitats. Le propre d'une catastrophe naturelle est d'être un événement exceptionnel, inhabituel. Par conséquent, il n'existe pas forcément de structure institutionnelle prédéfinie pour répondre aux enjeux de la reconstruction. Le projet peut incorporer une structure existante, ce qui aura par conséquent l'avantage d'accélérer et de faciliter la démarche mais il peut également être l'occasion de créer une structure ad hoc, permettant ainsi de créer de nouveaux liens et qui sera plus adaptée aux véritables besoins de la population. L'essentiel, pour correctement structurer le projet de reconstruction du toit est de recruter l'ensemble des acteurs concernés par celle-ci, puis de définir précisément les rôles de chacun.

La reconstruction des habitats durables ne fait malheureusement pas obligatoirement partie des premières urgences qui suivent la catastrophe. Ce sont principalement, comme vu plus haut, les besoins en termes de soins, de nourriture et d'abris d'urgence qui sont prioritaires. Mais la façon de gérer l'urgence aura des répercussions sur la gestion future du projet de reconstruction, notamment en ce qui concerne le logement à long terme. Il n'est pas forcément nécessaire de prévoir des abris de secours pour tous les rescapés, certains peuvent ré-intégrer leur logement si il est encore viable, d'autres peuvent s'installer chez leur famille ou leurs amis. Mais comme nous l'avons vu, l'hébergement d'urgence peut se prolonger, durer des années ou même devenir définitif, de ce fait la localisation des abris d'urgence porte à questionnement et il en va de même pour les logements définitifs. D'autres questions sont soulevées afin de rendre les projets de reconstruction et donc de relogement, viables : la fourniture en eau est elle suffisante, comment se fera l'évacuation des eaux usées, quelle desserte en transports pour les personnes rescapées, quelles offres en services de premières nécessité, etc. Mais les centres d'hébergement et les camps d'urgence peuvent être perçus comme une opportunité, en effet, on peut imaginer qu'ils auront été planifiés en fonction des risques et qu'ils seront installés sur le même site qui accueillera les constructions pérennes. Cela permettra ainsi d'anticiper les équipements nécessaires

(1) : note d'information Oxfam International, décembre 2005, concernant un programme d'urgence après le tsunami de l'océan Indien, 2004

ou de ne tout simplement pas les réaliser en double. La main d'œuvre déjà présente pourra être mise à disposition et les habitants pourront participer à la reconstruction de leurs propres maisons, créant ainsi de bonnes conditions pour retisser plus rapidement les liens sociaux qui sont si importants après de tels événements. Il sera également plus facile de favoriser une appropriation des lieux et des habitations.

Concernant la reconstruction même des maisons et des habitations, on retrouve principalement deux modèles :

- le modèle de l'auto-construction : la reconstruction est entièrement prise en charge par les communautés locales. Il s'appuie sur le présupposé que l'auto-construction favorise le développement de compétences et de ressources sociales au niveau de la communauté.

- le modèle de l'assistance intégrale : ce type de reconstruction s'appuie sur une gestion entièrement déléguée à une entité extérieure, avec des bâtiments pré-conçus ou préfabriqués. Ce modèle se base sur des arguments d'efficacité et de plus grande rapidité de réalisation.

Cependant, nous pouvons constater des failles d'un côté comme de l'autre, tant ces modèles de reconstructions sont opposés. Les ressources présentes dans la communauté peuvent être insuffisantes, le savoir des populations peut ne pas être suffisamment développé, le projet importé peut ne pas répondre aux véritables attentes des populations ou ne pas être adapté au site d'insertion. Il s'agit alors de faire un mélange des deux modèles et d'avoir une approche plurielle, visant à associer une prise en charge du projet par les communautés locales avec le financement et l'appui de professionnels. Dans les faits, chaque contexte de reconstruction est différent et il paraît utopique de proposer un modèle unique de reconstruction. Le choix dans la façon de reconstruire devra dépendre des ressources financières à disposition, des structures de la communauté, de l'expertise, des ressources humaines disponibles, du climat, du nombre de personnes à reloger, de leurs profils et de leurs cultures et traditions. En résumé on peut se dire qu'un bon modèle de reconstruction doit présenter les éléments suivants :

- une large place pour la responsabilité individuelle dans les options de reconstruction, personne n'étant aussi bien au courant de ses besoins que l'habitant lui-même
- une participation de la communauté pour les travaux d'intérêt commun : définition du plan de quartier, réfection des routes, construction des infrastructures publiques, etc.
- un appui des ONG sur le plan technique, sur le plan de la gestion de projet ainsi que pour fournir éventuellement des financements, des matériaux et des expertises
- une supervision et un financement étatique, de façon à garantir la qualité des projets et l'égalité de traitement.



Des résidents tentent de rassembler des débris de leur maison lourdement endommagée à la suite du passage d'un tsunami, en Indonésie, le 23 décembre 2018. La maison est située dans le district de Pandeglang, dans la province de Banten.



A Tapachula, au Mexique, entre le 4 et le 6 octobre 2005, ce sont environ 2 200 maisons qui ont été emportées par le cours d'eau, lors de l'ouragan Stan. La plupart de ces maisons ont tout simplement disparu dans la rivière, avec leur contenu. Les habitants ont en général eu le temps de se réfugier, mais ont souvent tout perdu. Pour beaucoup d'entre eux, la maison était tout ce qu'ils possédaient. Le projet de reconstruction s'est fait sur trois sites distincts, trois quartiers appelés Los Cafetales, Los Llanos et La Sierra. Ce projet consiste en la réalisation de 2 459 maisons individuelles. Celles-ci sont réparties en trois grands quartiers, appelés polygones, séparés par de larges avenues qui sont les principales voies d'accès. Le schéma d'organisation et la typologie de bâtiments sont les mêmes que ceux que l'on observe sur le quartier déjà existant, bien que les nouvelles maisons soient un peu plus petites.

Les bâtiments construits sont tous semblables, et se font sur des parcelles de tailles identiques : les parcelles mesurent 7 mètres sur 15 (105 m²), et la surface habitable est de 38 m². Les maisons sont jumelées, sur un seul étage, et comptent trois chambres, ainsi qu'une salle de bain et un petit réduit. La taille des trois pièces d'habitation est de 3.50m/2.50m pour la plus grande, de 3.00/2.50 pour la moyenne, et de 2.50/2.50 pour la plus petite. Les espaces privés extérieurs sont équipés d'un lavabo ainsi que d'une petite allée d'accès. Ils sont à moitié bétonnés et il reste un peu d'espace pour un jardin. La distance entre deux maisons jumelles est de deux mètres environ. Les bâtiments sont regroupés en général par groupes de 40 unités, appelées Manzanas (pommes), ce qui correspond à peu près au nombre de ménages qui habitent un tronçon de rue dans l'organisation urbaine traditionnelle. Ce projet a permis aux habitants de retrouver un foyer, même si ce n'est pas celui d'avant, de se reconstruire un « chez soi » et de ce fait de reconstruire des tissus familiaux stables. Le fait d'avoir reconstruit des maisons dans le même style que celles qui étaient là avant permet de ne pas dénaturer le quartier et de donner aux habitants un semblant de familiarité, permettant la ré-insertion dans le milieu social plus simple.



QUARTIER DE LOS CAFA
AFP



Après la catastrophe au Venezuela en 1999, des zones à risques ont été habitées par des centaines de familles qui avaient, pour certaines, l'objectif de rester dans le quartier par peur de dépaysement, de l'abandon de leur vie passée ou parce qu'elles y ont reconstruits leurs maisons. D'autres familles, qui elles avaient perdu entièrement leur maison, ont décidé de louer des logements encore habitables (selon eux) ou de reconstruire des abris fait de bric et de broc afin de rester, toujours, dans le même quartier.

Au-delà de la volonté de revenir à un état stable rapidement, il s'exprime également chez les sinistrés la volonté de revenir à l'état précédent qui répond aux besoins de recréer des conditions de vie similaires à la phase anté-catastrophe. Suite aux inondations du Saguenay, au Québec, une étude sociologique (1) note que les séquelles psychologiques s'expliquent en grande partie par la destruction, ou la menace de destruction, des projets de vie des sinistrés qui avaient pris racine dans leurs habitations, quartiers, dans lesquels ils s'étaient grandement investis tant financièrement que sentimentalement. Le relèvement individuel passe alors par la reconstruction du bien endommagé et le fait de retrouver le voisinage d'avant la catastrophe, de retrouver ses repères. Ce besoin de se retrouver, de se sentir impliqué est également visible dans le cas de La Veguita au Venezuela. C'est un petit groupe d'habitants qui a remis le quartier en service. Quand ils se rappellent cette période, les habitants utilisent des termes guerriers, ils parlent de « lutte, d' « odysée », de « chemin de croix ». Les tâches de réhabilitation et de reconstruction sont donc entreprises avec une certaine « agressivité » de la part des habitants, traduisant une fragilité psychologique. Ils évoquent aussi parfois avec « nostalgie » (2), l' « organisation », l' « union » et la force de la communauté. Les petites ruelles avaient disparu sous la boue et les gravats mais il était possible de distinguer des tiges en métal qui sortaient du sol attestant de l'ancienne présence d'une maison à cet endroit. La boue avait également envahi les rez-de-chaussée des maisons. Pourtant, les familles se sont installées aux premiers étages des maisons, bricolant des escaliers et des portes pour s'adapter à la nouvelle forme de leur habitat, faisant état de la résilience dont peuvent faire preuve les sinistrés. Elles ont ainsi reconstruit sur les ruines et réoccupé La Veguita. On voit alors là des aptitudes et des savoir-faire propres aux habitants. Reconstruire après la catastrophe revient donc à faire appel à des compétences acquises hors du contexte d'urgence et à les mobiliser pour permettre un retour à la vie sur place. La reconstruction met donc en avant la capacité des acteurs à construire. Ces constructions relèvent de formes débrouillardes pour faire la ville, amenant à la création de formes marginales ou informelles qui prennent une valeur particulière puisqu'elles permettent de s'organiser au milieu du chaos provoqué par la catastrophe.


Un projet socialement durable devrait favoriser la participation de la population, répondre à l'ensemble des besoins sociaux, contribuer à fortifier les liens communautaires, et se soucier particulièrement de l'intégration des groupes les plus vulnérables. Il devrait aussi tenir compte des spécificités culturelles.

(1) : *Maltais et al., 1998*

(2) : terme utilisé dans le livre « *Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Venezuela, 2007* »



Les quartiers reprennent vie à Haïti au fur et à mesure de la reconstruction, UNOPS



Mémoire

*Le frémissement de nos souffles
se désagrège
comme des pétales
prisonniers de la main qui flétrit*

*je voudrais conserver le temps
dans une mémoire
sans tangage ni tremblements*

*et retrouver la virginité de l'espoir
où les mères ne meurent pas
obscurcies
de rêves détruits
d'enfants cassés
de chagrins enfouis
de mille histoire que nul ne dire*

si ce n'est cette mémoire alourdie de larme

Par la fissure de mes mots.



III. La vie après la catastrophe

III.1. Mémoire et oubli : le changement des mentalités après une catastrophe

Après une catastrophe, plusieurs comportements émergent, celui de l'oubli et celui de la mémoire. Certains voudront oublier la catastrophe en elle-même tandis qu'ils voudront se rappeler des victimes et de ce qu'ils ont perdu, ils voudront se rappeler des conséquences mais pas de la cause afin de ne pas rester tourné vers le passé. Or, les conséquences ne vont pas sans les causes et on ne peut en oublier une en se rappelant de l'autre. L'ambiguïté provient du fait que, bien que les pays semblent vouloir oublier des parties entières de leur histoire, ils élaborent dans le même temps une valorisation des faits d'armes et des soldats qui en sont les acteurs (ici les acteurs de l'urgence, les ONG, les professionnels de l'urgence). Dates commémoratives, monuments en l'honneur des victimes, constituent les vecteurs d'une mémoire qui sera aussi transmise. L'oubli de pans entiers de l'histoire d'un pays coexiste donc avec une sélection mémorielle qui érige certains événements en piliers de la fondation nationale et s'appuie sur l'idée d'une transmission naturelle.

On retrouve, face aux désastres, la même ambiguïté quant au travail de mémoire qu'ils suscitent. On est donc devant un processus complexe vis-à-vis de la mémoire qui met en lumière un fossé entre un discours désignant un comportement « idéal » et des actions qui s'en écartent, comme avec le choc des temporalités. Pour comprendre ce qui est en jeu derrière cette affirmation de l'absence de mémoire, il est indispensable de s'arrêter sur un enchaînement qui ne va pas de soi. L'association entre le fait de reconstruire sur les zones affectées et l'oubli des catastrophes précédentes peut en effet paraître évidente. Pourtant ce n'est pas le cas. Il serait par exemple possible pour les journalistes ou les scientifiques qui ont analysé les actions post-catastrophiques au cours des siècles d'expliquer que l'on reconstruit après des tremblements de terre avec les mêmes matériaux face à l'incapacité d'en inventer des nouveaux ou par manque de temps. Il leur serait aussi possible de constater l'impossibilité de construire dans des lieux plus sûrs à cause du tour pris par le développement économique d'une région, poussant les hommes à investir les espaces dangereux au détriment de leur vie. Mais le recours à ce type d'explications consisterait à questionner l'attitude moderne. Or, dans la vision optimiste qu'il implique, le progrès, dynamique inéluctable du processus de civilisation, ne peut faillir à sa capacité à trouver de nouveaux matériaux. Et l'on croit que l'urbanisation d'une région qui témoigne de cette marche en avant ne peut être porteuse, pour l'instant, puisqu'elle le deviendra par la suite, de conséquences dangereuses pour la survie de l'homme. L'élaboration du discours de l'oubli permet dans ce cas à cette élite sociale qui participe pleinement à la construction du discours de la modernité de ne pas remettre en question le modèle de développement choisi pour une région.

Ce que les journalistes et les scientifiques nomment « oubli », le désignant dans le même temps comme un dysfonctionnement, comme une cause pathologique et malheureux du processus de modernisation, apparaît, lorsque l'on analyse la façon



LE MÉMORIAL DE SAINT-CHRISTOPHE ÉRIGÉ EN MÉMOIRE DES VICTIMES DU 12 JANVIER 2010
LOOP HAITI/ESTÀÏLOVE ST-VAL

dont le littoral Vénézuélien par exemple s'est urbanisé, comme un processus constitutif de la dynamique qui a construit le littoral. Autrement dit : le littoral n'aurait pu exister et devenir la région urbaine si la société vénézuélienne tout entière n'avait pas résolument porté son regard vers l'avenir plutôt que vers le passé.

Faire porter le débat sur le thème de la mémoire, c'est aussi aborder la question de la transmission. Le défaut de transmission met en cause les ancêtres, les plus anciens. Ce qui revient à opérer une sorte de déresponsabilisation des générations actuelles à l'encontre des générations passées, qui auraient failli dans leur mission. On est encore ici dans le système de pensée moderne, entièrement tourné vers l'avenir.

Désigner l'oubli comme cause de l'ampleur des dégâts des désastres récurrents, c'est aussi, et implicitement, induire qu'il aurait suffi de se souvenir pour pouvoir agir et diminuer les dommages et les victimes. Autrement dit, en se souvenant, la société aurait forcément appris du passé et agi en conséquence. Nommer l'oubli, et supposer la capacité de l'homme à intervenir sur la nature, à la seule condition qu'il se souvienne, pour éviter les dégâts occasionnés par des tels événements destructeurs, c'est donc à la fois montrer sa foi dans le progrès et introduire la notion de responsabilité tout en la conditionnant à l'acte de mémoire. Dans cette vision, est responsable celui qui aurait pu agir autrement. Et il suffirait de se souvenir pour agir autrement.

« À La Veguita (Vénézuéla), c'est le soir du 15 Décembre qu'une petite cérémonie s'organise. En 2003, j'y assiste à l'invitation des femmes du quartier. À la nuit tombée, le rendez-vous est donné devant la petite chapelle construite sur les ruines de la maison de José Luis, ce professeur de sport qui a recueilli en décembre 1999 dans sa solide maison éloignée du fleuve des dizaines de personnes en détresse avant qu'une coulée de boue surgissant de la montagne ne les engloutisse tous. Une vingtaine de personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, se retrouvent. (...) Dans le calme de la nuit, les discussions vont bon train. Conversations du quotidien, du voisinage. La catastrophe n'en est pas le centre et l'ambiance n'est pas à la tristesse. (...) La catastrophe n'est pas évoquée directement. (...) Le souvenir des morts de décembre 1999 est plus présent que dans les discussions qui précédaient les prières. » (1)

On retrouve dans la cérémonie de La Veguita de nombreuses caractéristiques du rite funéraire : veillée, nourriture partagée, recueillement, moments collectifs, discussions et autres qui ont pour fonction de resserrer les liens sociaux et de s'entre-aider dans l'après-catastrophe. Le but est de se souvenir de la catastrophe en elle-même mais de se rappeler aussi des morts, des survivants, des conséquences. En miroir de ces commémorations de l'intime, d'autres actes commémoratifs et d'autres lieux de mémoire participent au souvenir organisé. Ces actes commémoratifs, dispersés dans tout l'état, sont orchestrés par diverses institutions. En 2003 par exemple, l'association EFIP rassemble dans ses locaux des anciens coordinateurs de refuges. La réunion consiste à se tenir informés du parcours de chacun depuis la catastrophe, à maintenir le contact. L'association Un Sueno par Venezuela organise le 11 décembre 2003 à Macuto une grande réunion publique pour présenter différents projets de reconstruction pour Vargas. Il y est question d'avenir, de récupération, de convertir la tragédie en une

(1) : Récit tiré du livre « Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Vénézuéla



LE MONUMENT « À LA PIERRE », MACUTO, VÉNÉZUELA, 2004,
LE MONUMENT « À LA PIERRE » COMME L'APPELLENT COMMUNÉMENT LES HABITANTS DU QUARTIER, NE COMMÉMORE PAS LES MORTS MAIS L'ÉVÈNEMENT. LORS DE SON INAUGURATION OFFICIELLE EN AVRIL 2003, LE MONUMENT, SITUÉ EN FACE DE LA VEGUITA, A ÉTÉ BAPTISÉ « LA PLACE DE L'ESPÉRANCE », FAISANT AINSI COMMÉMORATION D'UN ACTE TOURNÉ VERS L'AVENIR.
S. REVET



MONUMENT COMMÉMORATIF DU TSUNAMI, SUR LA PLAGE DE KAMALA, PHUKET, THAÏLANDE
IGORS

opportunité et les morts ne seront mentionnés qu'à la marge par un des participants, dans un hommage à ceux qui ne sont plus, qui ne doit cependant pas conduire à la tristesse mais à célébrer un jour d'optimisme et inciter à regarder vers l'horizon. D'autres cérémonies du même type, visant à présenter de nouveaux projets, ne font référence à la catastrophe que comme point de départ d'un nouvel avenir, transformé et radieux. Elles sont caractéristiques de la posture assumée par de nombreuses institutions : pour reconstruire, il faut oublier la tragédie.

La pluralité des formes de commémoration et la faible circulation des acteurs d'un registre à l'autre nous incitent à conclure sur l'existence d'au moins deux usages stratégiques de la mémoire, qui donneraient lieu à deux manières de commémorer. Les uns, comme à la Veguita, sont concentrés sur le fait de « vivre avec » les morts, la catastrophe, les ruines. Pour eux, la catastrophe n'est pas pensable en dehors de l'histoire du quartier, ou sans les voisins. Et tant que fait social, elle ne peut être isolée. Les autres, acteurs institutionnels, sont résolument tournés vers un avenir qui ne s'envisage qu'à partir de la rupture avec l'événement. Les commémorations s'articulent pour eux autour d'un événement circonscrit dans le temps et l'espace et la mémoire n'a d'autre fonction que de conduire à la prévention. Il est frappant de voir que nous retrouvons, autour des actes de commémorations, les deux grandes logiques qui animent les opérations de reconstruction, la logique du « vivre avec » et celle de la « rupture ». Ces différentes formes de commémorations ne révèlent non pas l'impossible à constituer « communauté » autour de l'événement mais bien l'existence de plusieurs communautés. Un « nous » s'élabore localement autour du fait d'avoir vécu et survécu ensemble à la catastrophe. Ce « nous » est issu du moment premier de l'urgence, il en est la prolongation, l'étirement dans le temps; il est la tentative de cristallisation de ce moment fugace. Il est fait de souvenirs communs et se nourrit au quotidien de nombreuses pratiques, telles que les discussions quotidiennes qui racontent encore et encore la catastrophe.

« Chaque fois qu'on se réunit, par exemple si on commence à parler de... de politique, on finit par parler de la Tragédie. Oui, on commence à se souvenir, et y'en a certains qui rigolent, d'autres qui deviennent tristes... Il y a toujours des choses qui te font un peu rire. » (1)

Dans ce cas, c'est la catastrophe qui fait communauté.

Une autre communauté surgit des actes commémoratifs. Celle-ci, plus large, plus formelle, se construit sur une intention. Le désastre n'en est pas le moment fondateur, mais un accident de son parcours. Elle propose de dépasser la catastrophe, de la transformer en une opportunité. Dans ce cas, à l'inverse, la communauté ne prend corps que dans ce qu'elle propose de faire de la catastrophe.

(1) : Récit tiré du livre « Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Venezuela



III.2. Apprendre des catastrophe naturelles et les comprendre

La dernière opération qui permet de penser et de panser la catastrophe est de l'expliquer. Conséquence prévisible de sa force destructrice, les catastrophes donnent lieu à de nombreuses tentatives d'explications. Il est classique de considérer que les sociétés contemporaines sont caractérisées par un certain manque de sens. Héritier d'une modernité déchu qui prétendait tout expliquer par la science, et devant l'échec de cette tentative positiviste, notre monde actuel est tenté de se retourner vers des explications symboliques, mythologiques, religieuses ou même archaïques. George Balandier l'exprime ainsi :

« La science actuelle concède (aux mythes) ce qu'elle ne pourra plus jamais revendiquer : donner du sens, proposer des justifications morales, présenter une vision du monde. La pensée scientifique pose des questions, la pensée mythique apporte des réponses. »

Cependant, il faut considérer tous les types de productions de l'après-catastrophe qui s'attachent à lui donner un sens comme un ensemble : rapports techniques, discours institutionnels, œuvres artistiques, commentaires journalistiques, sermons religieux, etc.

Le premier objet dans lequel on trouve du matériau expliquant la catastrophe est le rapport technique. Ce type de document, élaboré par des spécialistes de disciplines telles que la géographie, la géologie, la mécanique des sols ou la climatologie décrit le phénomène physique et ses conséquences et le rend intelligible à l'aide de cartes, de schémas, de calculs et de croquis. Les connaissances scientifiques de chacune de ces disciplines sont alors convoquées dans le rapport qui les articule avant de conclure généralement à des recommandations.

Nous avons pour exemples trois rapports qui servent de références actuelles au Vénézuéla pour évoquer la catastrophe de 1999. Le premier est un rapport publié conjointement en 2000 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Corporacion Andina de Fomento (CAF). Intitulé « Les effets des pluies tombées au Vénézuéla en décembre 1999 », ce document étudie le phénomène sous ses aspects « météorologiques, géologiques et géomorphologiques, hydrologiques et hydrauliques » et « géotechniques » avant d'établir une évaluation des dégâts, des pertes et de l'impact environnemental de la catastrophe et de conclure sur des recommandations. La Comision Economica para America Latina y el Caribe (CEPAL) en collaboration avec le PNUD a également commandité un de ces rapports. Sortis quelques semaines après les coulées de boue, « Les effets socio-économiques des inondations et glissements de terrains au Vénézuéla en 1999 » commencent par une description succincte du phénomène naturel avant d'étudier ses conséquences sur différents secteurs ainsi que ses effets « macro-économique » et de proposer finalement quelques projets de reconstruction.

Ces rapports ne sont pas l'œuvre des seules institutions internationales, et l'exemple du rapport « Les coulées de boue de décembre 1999 au Venezuela », réalisé par la Faculté de Génie Civil de l'Institut de Mécaniques des Fluides de l'Université Centrale de Venezuela le prouve. Il rassemble les contributions d'experts nationaux et internationaux dans le but de chercher l'origine et les causes de la catastrophe et de discuter et diffuser les différents projets envisagés pour réduire ou éviter à l'avenir la répétition d'une telle tragédie. L'ensemble de ces rapports a donc pour objectif de mobiliser la pensée scientifique face à l'événement. Mesurée en quantité de pluie, en tonnes de sédiments, en hauteur de pierres, en pertes matérielles, cartographiée, schématisée, photographiée, la catastrophe est ramenée à un ensemble de phénomènes physiques observables, dont le caractère exceptionnel n'est pas nié mais face auxquels la science reste incapable d'apporter des réponses, ce qui légitime l'ensemble des chapitres consacrés aux « recommandations » dans les rapports.

Face à la catastrophe, diverses institutions nationales se voient également dans l'obligation de réagir et de produire un discours qui explique l'événement et affirme le rôle que l'institution entend jouer. Il s'agit dans ce cas de répondre aux questions « que s'est-il passé ? », « que devons-nous faire ? ». Ces deux questions qui découlent l'une de l'autre illustrent la nécessité sociale d'agir.

La prévention des risques passe par plusieurs points importants : la connaissance des phénomènes et du risque, l'information et la culture du risque, la prise en compte du risque pour aménager le territoire, le suivi et la surveillance des aléas, les mesures de mitigation, etc.

La connaissance des phénomènes et des risques a pour objectif de prendre connaissance à la fois du risque, des zones exposées, des enjeux, des espaces protégés et d'améliorer la compréhension et la caractérisation des phénomènes naturels. Cette approche permet de mieux définir les grandes actions à déployer à l'échelle nationale mais également de les adapter aux spécificités locales afin d'être mieux préparés. L'information et la culture du risque ont pour but de faire connaître et d'entretenir la connaissance du risque pour l'ensemble des parties prenantes : habitants, touristes, professionnels, etc. Pour y parvenir, divers documents d'informations préventives existent comme le PNUD, vu plus haut, le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) en France. Ces éléments permettent de mieux informer et sensibiliser la population. La prise en compte du risque pour aménager le territoire est un axe particulièrement important car la façon d'aménager le territoire peut réduire significativement la vulnérabilité des zones les plus exposées aux risques. Cela passe par les endroits que l'on choisit d'investir mais également par la façon de construire. Si l'on prend l'exemple d'un tremblement de terre, il faut par la suite penser à construire autrement, en répondant à des normes parasismiques. Le parasismique est une façon de construire un bâtiment pour que celui-ci puisse résister aux secousses d'un tremblement de terre. L'objectif est de limiter le plus possible l'effondrement d'un bâtiment et de sauver la vie des habitants. Si on prend l'exemple du Japon, après chaque séisme, le pays tire des leçons sur la résistance de ses bâtiments et améliore constamment ses constructions pour se protéger des tremblements de terre. Ces techniques de construction ont été découvertes sur des

bâtiments anciens ayant résisté à de nombreuses secousses. Les mesures de mitigation, quant à elles, favorisent l'atténuation des dommages liés aux risques naturels via, par exemple, la réalisation et l'entretien d'ouvrages de protection plus performants, l'accomplissement de travaux de réduction de la vulnérabilité sur le bâti et les réseaux critiques, l'amélioration des dispositifs de confortement parasismique, etc.

La nécessité de revoir la gestion des risques et des catastrophes s'affirme non seulement dans les régions pauvres, les quartiers informels mais également de manière plus générale. Il est fondamental de considérer les catastrophes comme la révélation d'un quotidien précaire et non comme la conséquence de phénomènes extrêmes ou extraordinaires. Les catastrophes sont des événements faisant partie intégrante de la société. Les phénomènes naturels ne sont qu'un coup de marqueur net qui met en évidence un défaut d'écriture préexistant. L'important est de comprendre pourquoi le texte est mal écrit. Pour cela, il convient de penser les risques et les catastrophes dans leur contexte social et dans une dimension quotidienne. Dans cette logique, la réduction des risques passe par des mesures non-structurelles de nature sociale et économique et non par des programmes spécifiques pensés autour de la dimension extra-ordinaire des aléas naturels. C'est cette approche qui est favorisée dans les projets participatifs et communautaires de réduction des risques, largement répandus dans les pays d'Afrique, aux Philippines, en Indonésie, dans les ONG et autres associations. À partir de là, la stratégie de réduction des risques consiste à établir des mesures de prévention et de mitigation adaptées au contexte et facilement appropriables par les communautés concernées. Les programmes participatifs et communautaires de gestion des risques et des catastrophes mettent aussi l'accent sur l'accès aux ressources. Il est aujourd'hui crucial d'inclure les programmes participatifs et communautaires dans la gestion officielle des risques et des catastrophes. Cela passe par une collaboration accrue entre autorités nationales et locales, institutions internationales, ONG, scientifiques, etc. Il est également très important de mettre en place ou de renforcer les systèmes d'alertes, d'évacuation et de surveillance des aléas. Loin de se focaliser uniquement sur les aléas, ils permettent de réduire les facteurs structurels déterminant la vulnérabilité et d'accroître les capacités locales à faire face aux phénomènes naturels.



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Douleur bitume

*Nostalgique et lassée
au gré des voyages intérieurs
j'ai laissé sur la place mes intimités heureuse
et mes visages frondeurs*

*À bout d'alcôves
la m'a cloîtrée dans ses voies intermédiaires
où l'exil prend refuge
pour raconter aux lézardes la perfidie de l'absence
et la chaude indifférence des pavés*

*Séduite par la morosité sans lumière de la pierre
ma douleur n'a plus senteur humaine
Sur la tiédeur d'un banc maudit
j'ai posé mes délits de bonheur écarlates
et ma joie tremblotante*

*Au cœur de la foule
j'ai consigné la solitude de nos silhouettes éparses
et la place publique
sacrilège mon chagrin bitume*

Par la fissure de mes mots.



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE LYON
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

CONCLUSION

Les catastrophes naturelles ont des répercussions dramatiques sur la vie des personnes qu'elles touchent. Souvent dévastatrices au niveau architectural, elles démolissent et balayent également des vies, des foyers, des souvenirs et des attaches. Nous avons malheureusement tendance à ne prendre conscience des risques que lorsqu'ils surviennent et que la catastrophe est passée. Cette ignorance du risque est l'un des facteurs prédominant des conséquences dévastatrices qu'elles engendrent. Stéphanie Bidault, du Centre européen de prévention du risque d'inondation, rappelle qu'en France un habitant sur quatre est exposé au risque d'inondation et regrette cette ignorance du risque : « A chaque inondation, on entend qu'on n'avait jamais vu ça ». Mais savoir qu'un danger est présent et risque de toucher la population est la première phase de prévention, sans cela il est impossible de prendre les mesures adéquates pour la protéger et l'aider correctement lorsque survient la catastrophe. Il est fondamental de considérer les catastrophes comme la révélation d'un quotidien précaire et non comme la conséquence d'un phénomène extra-ordinaire. Lorsque l'on voit des pays développés ou non, étendre leur urbanisme sans réellement avoir une bonne compréhension du terrain, il est normal de s'attendre à des retombées énormes lorsqu'une catastrophe apparaît. Les inondations consécutives à l'ouragan Stan au Mexique, qui ont emporté plus de deux mille maisons à Tapachula en 2005, questionnent vivement les capacités des institutions publiques à protéger la population. Car si on a l'habitude de déplorer les catastrophes naturelles, c'est principalement vers les modes d'occupation de l'espace qu'il faut se tourner et vers les comportements de la société pour trouver les causes des étendues des désastres : habiter dans le lit majeur d'un cours d'eau, habiter à l'aplomb de montagnes connues pour leur instabilité sont des défis aux éléments naturels. Ce sont les raisons de cette absurdité qu'il faudrait interroger pour éviter ou minimiser au mieux les catastrophes.

La prévention des catastrophes naturelles doit alors passer par une analyse globale des facteurs de vulnérabilité et doit également s'appuyer sur les atouts propres à chaque société et région pour faciliter la prévention et la reconstruction. Car l'enjeu de la reconstruction n'est pas seulement de protéger la population des risques futurs, il est surtout l'occasion de remettre en question le fonctionnement de la société dans son ensemble : il s'agit de sensibiliser la population, de la rendre active dans la prévention et plus alerte. Il s'agit également d'offrir de meilleures conditions de vie aux populations touchées, tout en générant des synergies positives pour l'ensemble de la société. Les moyens colossaux mobilisés pour la reconstruction devraient donc être mis à profit pour favoriser un développement plus durable. Cela signifie qu'au-delà de la gestion des risques, les investissements devraient contribuer à une meilleure gestion de l'environnement, devraient améliorer les conditions sociales et favoriser la création d'emplois et de richesses. Cela concerne bien entendu la reconstruction de l'habitat, mais aussi la gestion du terrain et de ses risques ainsi que la réhabilitation des activités économiques affectées. Quelles sont les institutions de la société que l'on peut mobiliser pour faciliter la prise en charge des personnes sinistrées et leur suivi et la reconstruction, quelles ONG peuvent apporter des compétences techniques en matière de reconstruction, existe-t-il un potentiel de participation aux travaux de

reconstruction par les populations touchées elles-même ? Et avant de commissionner de grandes entreprises ou organisations extérieures, s'est on demandé si le tissu des entreprises locales pouvait être mis à contribution ? Au fil de ce mémoire, je m'aperçois que les catastrophes naturelles n'étaient pas comprises, décrites comme des événements ponctuels, souvent déplorées puis oubliées sans avoir effectué les changements de mentalité nécessaire, il est déplorable de voir que les sociétés n'agissent qu'après les éléments et pas en amont. Cela pourrait permettre de limiter les dégâts architecturaux et humains. Trop souvent, la côté humain est caché, invisible et incompris. Mais les plus grands dégâts ne sont pas physiques, car il est simple de reconstruire un mur mais ils sont mentaux et c'est là qu'est réellement le drame de la catastrophe.

Nous avons vu qu'après une catastrophe, c'est souvent un traitement massif des sinistrés qui prédomine et c'est alors qu'ils perdent bien souvent leurs caractéristiques individuelles pour former simplement une population de victimes. En les rabaisant à ce statut, nous les enfermons dans un cercle de misère et de complaisance. Nous leur donnons le sentiment qu'ils ne sont plus des êtres à part entière mais bien des victimes, des personnes faibles qui ne doivent s'en remettre qu'à l'aide qu'on leur apporte. Mais ce n'est absolument pas le cas et il est important à mon avis de mettre cela en avant : les sinistrés font preuve de force face aux épreuves qui les touchent comme nous l'avons vu, ils se révèlent être presque des guerriers et avancent avec détermination et organisation. Il serait plus important de se pencher sur le soutien psychologique et moral des personnes plutôt que simplement sur les constructions détruites. Si nous ne permettons pas aux sinistrés de se relever, de s'exprimer et de se reconstruire, comment pourrions-nous recréer une société en état de marche ? La société et la vie prennent vie de par leurs membres et c'est d'eux dont il faut se soucier en priorité. Il est clair que l'appréhension générale du phénomène post-catastrophe reste concentrée sur les destructions physiques et la reconstruction des infrastructures, alors que sans des habitants prêts à aller de l'avant et dans un bon état psychique, il est vain de vouloir reconstruire les villes et les quartiers. Il faut savoir prendre en compte les dégâts mentaux qui sont associés à des catastrophes, qu'elles soient naturelles ou non. Après de tels événements, il existe un profond traumatisme dans le cœur des survivants et leur façon de penser et de vivre sont complètement remises en question. Nous pouvons observer des prises de maturité brutale chez bon nombre d'entre-eux, principalement chez les enfants et les jeunes adultes. Leur place dans la société est à redéfinir. Il n'est pas intelligent de souhaiter repartir à un état anté-catastrophe sachant que la mentalité a évolué, il faut savoir aller de l'avant avec, reconstruire et penser d'une manière différente. L'importance de reconstituer les tissus sociaux et culturels qui animent une communauté et de renforcer les liens entre celle-ci et son environnement est cruciale.

Avec la reconstruction des édifices, des quartiers et des villes, c'est un véritable processus psychologique qui s'enclenche chez chacun des survivants. Plutôt que d'attendre des sinistrés qu'ils restent dans un état de choc et de léthargie, il est de notre devoir de les aider à reprendre pied et à reprendre le contrôle de leur vie et de leurs actions.

Les inclure dans le processus de reconstruction est alors primordial. Après qu'un feu est détruit votre maison, aimeriez-vous voir débarquer des dizaines de personnes que vous ne connaissez pas et vous exclure de la restauration de ce qui constituait votre vie ? Aimeriez-vous que l'on reconstruise votre foyer sans vous consulter, en vous disant qu'on sait mieux que vous ce qu'il vous faut ?

Selon le principe d'autonomie, chaque acteur du projet devrait trouver la place qui lui offre le plus de liberté en rapport avec ses attentes, ses compétences, et les besoins de l'ensemble du projet. La plus grande autonomie devrait être laissée aux bénéficiaires pour définir et gérer la reconstruction de leur nouvel habitat. Il est illusoire de penser qu'un seul acteur, que ce soit l'État ou une ONG, pourra à lui seul maîtriser l'ensemble des enjeux de la reconstruction. Mais chaque acteur, depuis le père de famille ayant perdu sa maison jusqu'au Chef du Service de l'aménagement du territoire, en passant par les entreprises locales, devrait trouver au sein du projet un juste rôle à la mesure de ses attentes et de ses compétences. Ce type de projet véritablement participatif génère également des sentiments positifs de responsabilisation et de revalorisation.

« Architecture, is basically a social process - especially in the poorer and less developed regions of the world. It is about integrating the people, you build for, making them feel, it is their project. In this way, they identify with the building and are proud of it. »


- Francis Kéré

Un projet socialement durable devrait favoriser la participation de la population, répondre à l'ensemble des besoins sociaux, contribuer à fortifier les liens communautaires, et se soucier particulièrement de l'intégration des groupes les plus vulnérables. Il devrait aussi tenir compte des spécificités culturelles. Il faut savoir reconnaître que les populations affectées ne sont pas des récepteurs passifs de l'aide humanitaire mais des acteurs responsables de leur propre vie et de leur futur, ayant des compétences, des envies, des aspirations, ce qui permettrait l'adoption de solutions, de matériaux et techniques appropriées au contexte dans lequel le projet s'inscrit, permettant ainsi d'aboutir à des résultats pertinents et efficaces. Il peut également être intéressant de faire relever par les habitants ce qui faisait l'attrait de leur quartier ou son identité particulière, de manière à perpétuer ces qualités. L'enthousiasme et la satisfaction pour un projet de reconstruction se font en fonction du degré de réponse aux aspirations et aux besoins des populations. Par ailleurs, peu de programmes envisagent, dans la phase post-catastrophe, la nécessité d'accompagner ou de créer des conditions favorables à une relance des activités économiques dont les effets ne sont certes pas immédiats, mais qui auront toute leur importance dans les années suivant la catastrophe. Une des interventions de la FAU, dans un camp de réfugiés au Tchad, avait pour but, au-delà de la reconstruction même, d'intervenir dans une logique de durabilité. C'est pourquoi elle a instauré la création d'une briqueterie dans une idée de développement local. Celle-ci a permis l'emploi de la population locale et de relancer un secteur d'économie favorable à la reconstruction mais également à la population sur le long terme. À Haïti, les experts reconnaissent maintenant qu'il aurait été plus économique de construire immédiatement de vraies maisons pérennes et que cela aurait également permis

de mieux inclure la population haïtienne dans la reconstruction de son pays et de sa communauté. Tout cela découle d'une faible priorité accordée aux réponses sur le long terme suite à des désastres.

Mais cette manière de penser n'est-elle pas introduite dans nos têtes dès le moment de nos études ? En effet, depuis cinq ans que j'étudie l'architecture, j'ai très peu souvent eu à faire à des professionnels qui nous apprenaient à réellement mettre l'humain au milieu de notre réflexion. Pourquoi construire si ce n'est pour une personne ? Pour améliorer sa vie et la lui rendre plus facile tout en lui octroyant le droit de co-crée et de faire vraiment partie de ce projet qui impact sa vie ? Il y aurait alors matière à réflexion dès le milieu des études qui forment tous les acteurs de l'humanitaire, que ce soit architectes, urbanistes, médecins et autres. Comment serait-il possible de réellement aider les sinistrés dans des situations d'urgence ou d'événements exceptionnels si nous n'apprenons déjà pas à se focaliser sur l'humain en temps normal. Comment pouvons-nous espérer sensibiliser les populations quant aux catastrophes et aider au mieux les populations en fonction de leurs besoins, si nous-même, acteurs de la reconstruction, ne le sommes pas pleinement ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'ACCES LIBRE



Secousses

*La terre a soulevé mon cœur
d'un mouvement sec et violent
elle l'a déchiré
éparpillant mille morceaux
comme larmes d'oiseaux errants
aux quatre vents de mon île
et depuis
chaque nuit
j'entends les battements
hésiter à mi-chemin
entre décombres
et étoiles*

Par la fissure de mes mots.

**architectes
de l'urgence**



GLOSSAIRE

Fondations des Architectes de l'Urgence (FAU)

Cette fondation a été créée par Patrick Coulombel en 2001 suite à une catastrophe naturelle en France. Active dans le monde entier, cette fondation a pour but d'apporter aide, conseil, et assistance professionnelle à toute population en détresse. Elle intervient après une catastrophe naturelle, technologique ou humaine toujours dans une logique de développement durable, d'évaluation, d'analyse et d'intervention.

Architectes Sans Frontières (ASF)

Cette association fondée en 1979 par Pierre Allard a pour but de faire face aux inégalités de ségrégation, d'exclusion, de détresse physique et émotionnelle. ASF est là pour améliorer les conditions de vies des populations les plus faibles, vulnérables dans divers domaines : architecture, urbanisme... Cette association se bat pour faire valoir le droit à un habit digne et adapté pour toute personne en mettant en avant la parole des plus démunis. ASF répond aux demandes des organisations, des collectivités et des pays afin de s'assurer de l'accès à tous à une hygiène convenable, un habitat sécurisant et respectueux et de faire de la prévention de risque. Elle est également en lien avec Architectes Without Frontiers.

Architectes Without Frontiers (AWF)

AWF a été fondée en 1999 par Esther Charlesworth, Garry Ormston et Beau Beza avec pour but celui d'améliorer les conditions de vie des populations principalement en Australie et en Asie Pacifique. Ils travaillent principalement avec des acteurs locaux afin de fournir des solutions adaptées et durables en fonction de chaque région. AWF se focalise principalement autour du secteur de la santé et de celui de l'éducation.

Médecins Sans Frontières (MSF)

L'association voit le jour en 1971 à Paris et permet d'offrir une assistance médicale d'urgence dans des cas comme les conflits armés, les catastrophes naturelles, les épidémies et les famines. MSF s'appuie sur un réseau international qui peut, en urgence, mobiliser des ressources humaines qualifiées et des moyens financiers importants. Cette association forme et sensibilise les populations au milieu médical dans des dizaines de pays.

Organisations des Nations Unies (ONU)

L'organisation fondée en 1945 suite à la Seconde Guerre Mondiale a pour vocation de rassembler et connecter presque 200 pays afin de résoudre ensemble des conflits ou des situations de crise. Elle touche à la sécurité, à la santé, aux guerres et à leur arrêt, le développement économique ou encore les droits de l'Homme.

ONU-Habitat

Le programme des Nations Unies pour les établissements humains est une sous-agence des Nations Unies. Elle a pour but de promouvoir des établissements humains qui s'ancrent dans le temps tout en respectant l'environnement. Son objectif est que chaque personne puisse avoir accès à un abri adapté à ses besoins, son environnement et qu'il soit digne.

Fédération Internationale de la Croix-Rouge (FICR)

Fondée en 1919 il s'agit de la plus grande organisation humanitaire du monde. Elle agit pendant et après les catastrophes (naturelles, guerres, humaines) et les urgences qui concernent la santé pour répondre aux besoins des plus vulnérables dans l'optique d'améliorer leur vie et de faire également de la prévention.

Comité International de la Croix-Rouge (CICR)

Depuis sa création en 1863, le CICR fournit protection et assistance aux victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, apporte une aide humanitaire dans les situations d'urgence, et s'emploie à promouvoir le respect du droit international humanitaire et son intégration dans les législations nationales.

BIBLIOGRAPHIE

- « *Shigeru Ban : Humanitarian Architecture* » du Collectif Eyal Weizman, Naomi Pollock, Michael Kimmelman, Shigeru Ban // d.a.p // 2014 // 287p.
- *CRAterre // Critiques constructives et développement durable* - site DSA Paris-Belleville - formation
- « *Aider, sauver, pourquoi, comment ?* » de/ Rony Brauman // Petite conférence sur l'humanitaire, Bayard // 2006 // 109p.
- « *L'action humanitaire* » de Marie-Laure Le Cocotier et Bruno Pommier // Que sais-je ?, PUF // 2009 // 127p.
- « *Les frontières d'architectes sans frontières* » de Aurélien Méchain // mémoire ENSAN // 2017 // 73p.
- « *Architectes « humanitaires »* » de Maguelonne Gorioux // mémoire ENSAN // 2015 // 138p.
- « *Les architectes du premier secours* » par Olga Yurkina // article web // 2018 // <https://www.letemps.ch/economie/architectes-premier-secours>
- « *Pourquoi la terre tremble ?* » de Pascal Bernard // Belin // 2017 // 288p.
- « *Fissures : Kobé, 17 janvier 1995, le séisme* » de Masahiro Ogino // La Villette // 1988 // 72p.
- « *Habiter la planète : atlas mondial de l'architecture vernaculaire* » de Sandra Piesik // Flammarion // 2017 // 600p.
- « *Aléas naturels, catastrophes et développement local* » de Philippe Garnier // CRAterre // 2011 // 59p.
- « *Après le tremblement de terre* » de Haruki Murakami // 10 x 18 // 2011 // 157p.
- « *Tout bouge autour de moi* » de Dany Laferrière // LGF // 2012 // 192p.
- « *Haïti, réinventer l'avenir* » de Jean-Daniel Rainhorn // Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Éditions de l'Université d'État d'Haïti // 2017 // 352p.
- « *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »* » de Sandrine Revet // Maison Des Sciences De L'homme // 2018 // 240p.
- « *Par la fissure de mes mots* » de Evelyne Trouillot // Éditions Bruno Doucey // 2014 // 59p.

- « **Les mots des risques naturels** » de Jean-Marc Antoine // Presses universitaires du Mirail // 2008 // 128p.
- « **Catastrophes climatiques, désastres sociaux** » de Pascal Acot // Presses universitaires de France // 2006 // 205p.
- « **Les grandes catastrophes en Loire-Atlantique** » de Chloé Chamouton // Geste Éditions // 2015 // 250p.
- « **Anthropologie d'une catastrophe, les coulées de boue de 1999 au Venezuela** » de Sandrine Revet // Presses Sorbonne Nouvelle // 2007 // 361p.
- « **Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés** » de Sylvia Becerra et Anne Peltier // L'Harmattan // 2009 // 563p.
- « **Xynthia, ou la mémoire réveillée** » de Jacques Péret et Thierry Sauzeau // Gestes Éditions // 2014 // 289p.
- « **Gérer les risques naturels : pratiques et outils** » de Frédéric Leone et Freddy Vinet // Presses universitaires de la Méditerranée // 2017 // 200p.
- « **La vulnérabilité des sociétés et des territoires faces aux menaces naturelles** » de Frédéric Leone et Freddy Vinet // 2006 // 140p.

SITES INTERNET

-<https://www.lci.fr/international/arretons-l-amateurisme-la-colere-d-un-humanitaire-10-ans-apres-le-seisme-a-haiti-2142538.html>

-<https://m-b-architectes.ch/urgence-et-humanitaire/>

-<https://www.lemoniteur.fr/article/humanitaire-les-architectes-de-l-urgence-livrent-80-habitations-en-indonesie.640794>

-<https://diplomatie-humanitaire.org/architectes-premier-secours/>

-<http://www.grif.umontreal.ca/pages/i-rec%20papers/ireconf-resumes.pdf>

-http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/redaction_multimedia/2019/2019-Documents_pdf/20191114_synthese_risnat.pdf

-https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/01/16/haiti-le-temoignage-bouleversant-de-l-ecrivain-dany-laferriere_1292475_3222.html

-http://www.irenees.net/bdf_fiche-notions-20_fr.html

-<http://blog.univ-angers.fr/actionhumanitaire/?p=32#.X6LmHS2S00o>

-<https://exploratheque.net/articles/les-acteurs-de-l-humanitaire>

-https://baripedia.org/wiki/l'humanitaire:_entre_action_et_intervention#Les_acteurs_de_l.E2.80.99humanitaire

-<http://humanitaires-vivre-pour-une-humanite.over-blog.com/2018/07/sujet-la-categorisation-d-ongs-acteurs-humanitaires-et-agences-des-nations-unies-aide-memoire-du-mobilisateur-communautaire-sur-le-r>

-http://www.canal-u.tv/video/ehess/4_l_architecture_des_camps_et_l_industrie_humanitaire_savoirs_et_gouvernance.16532

-<https://www.oecd.org/derec/france/48476259.pdf>

-<https://www.fondationdefrance.org/fr/aider-les-victimes-de-catastrophes>

<https://un-spider.org/fr/risques-et-catastrophes/gestion-des-catastrophes>

<https://guideperrier.ca/haiti-et-t-shelters-les-abris-de-transition-sont-ils-la-solution/>

<https://journals.openedition.org/jda/4659>

<https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2015-v34-n3-ps02328/1034775ar.pdf>

<https://journals.openedition.org/eps/7033#tocto1n4>

<https://www.cairn.info/revue-etudes-2011-7-page-19.htm#s1n2>

https://www.lemonde.fr/international/article/2005/01/08/des-rescapes-temoignent-comment-le-tsunami-a-change-leur-vie_393446_3210.html

<https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-25557-cese-rapport-catastrophes-naturelles.pdf>

<https://taiwaninfo.nat.gov.tw/news.php?post=58011&unit=57,75,81,90,182>

https://doc.rero.ch/record/6248/files/41_DindJeanPhilippe_memoire_DESS.pdf

<https://www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/disaster-response-fr.pdf>

<https://www.undp.org/content/undp/fr/home/crisis-response.html>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DAUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR